



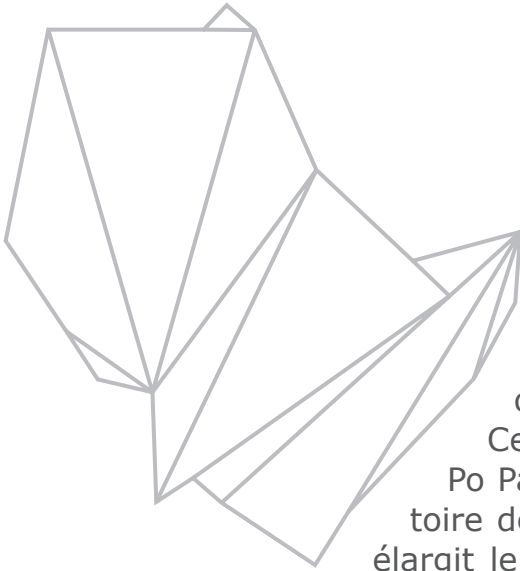
Observatoire
Afrique de l'**Est**
Enjeux politiques & sécuritaires

**RAMADAN DE SANG.
LE SOUDAN ENTRE RÉVOLUTION
ET NÉGOCIATION**
DÉCEMBRE 2018-JUILLET 2019

JEAN-NICOLAS BACH
DIRECTEUR DU CEDEJ KHARTOUM (MEAE-CNRS, USR 3123)

NOTE **ANALYSE 12**
JUILLET 2019





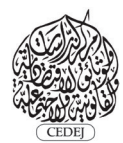
L'Observatoire de l'Afrique de l'Est (2017-2020) est un programme de recherche coordonné par le Centre d'étude et de documentation économique, juridique et sociale de Khartoum (MAEDI-CNRS USR 3123) et le Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris. Il se situe dans la continuité de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique qu'il remplace et dont il élargit le champ d'étude. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est a vocation à réaliser et à diffuser largement des Notes d'analyse relatives aux questions politiques et sécuritaires contemporaines dans la région en leur offrant d'une part une perspective historique et d'autre part des fondements empiriques parfois négligés ou souvent difficilement accessibles.

L'Observatoire est soutenu par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (ministère de la Défense français). Néanmoins, les propos énoncés dans les études et Observatoires commandés et pilotés par la DGRIS ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Il s'appuie par ailleurs sur un large réseau de partenaires : l'Institut français des relations internationales, le CFEE d'Addis-Abeba, l'IFRA Nairobi, le CSBA, LAM-Sciences Po Bordeaux, et le CEDEJ du Caire.

Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris.

Coordination
Jean-Nicolas BACH
Roland MARCHAL



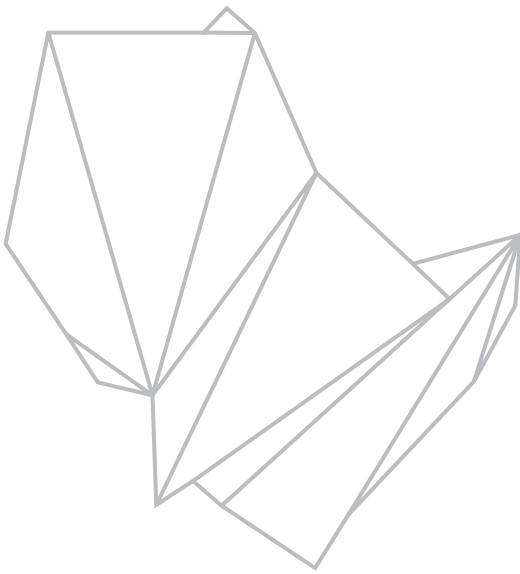
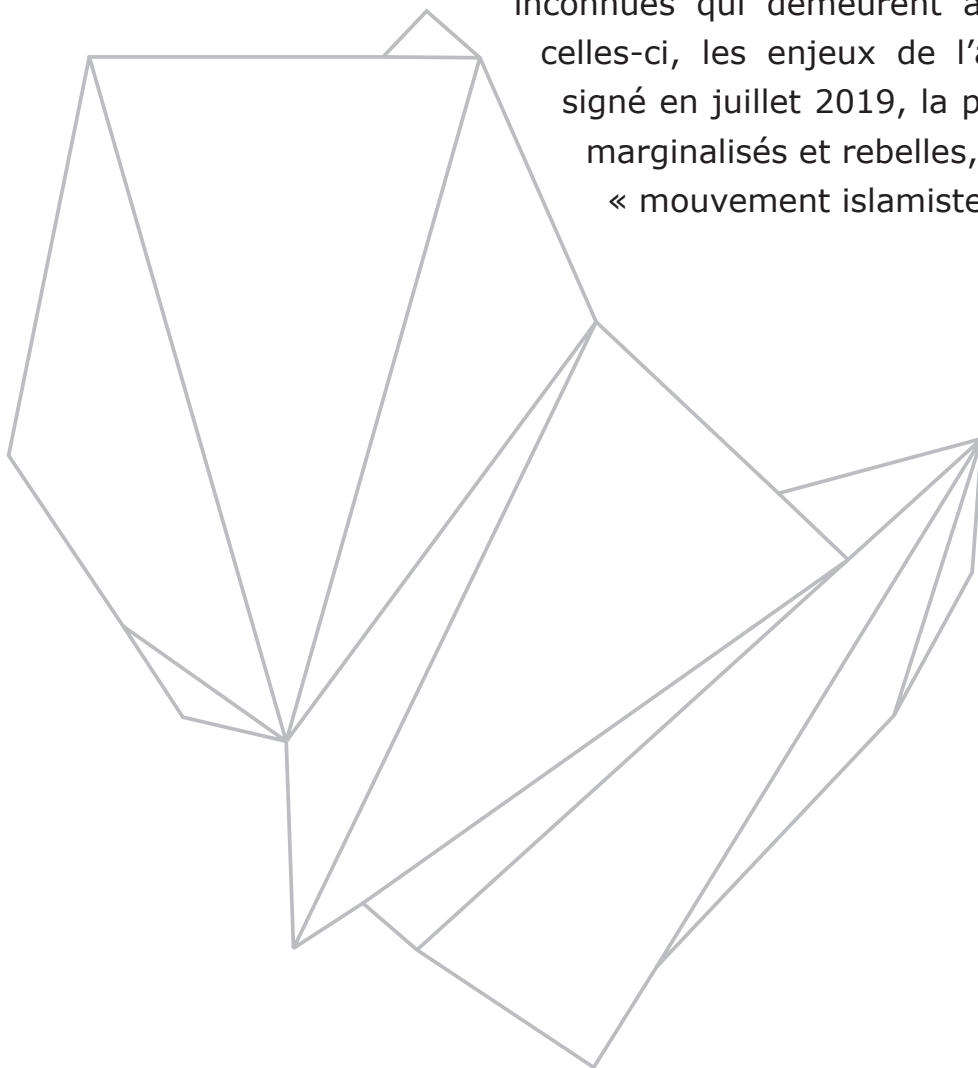


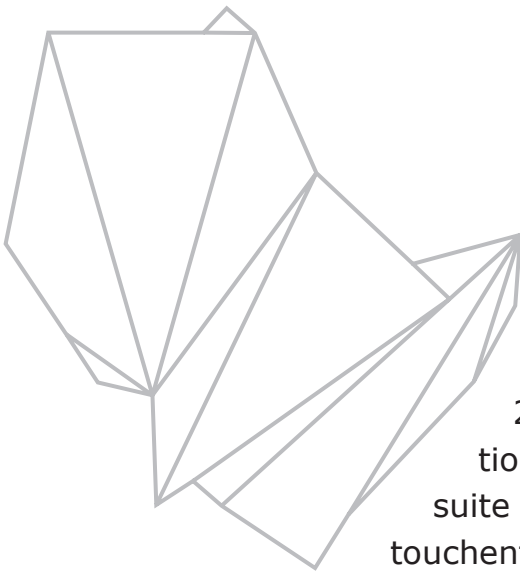
Table des matières

- 5. INTRODUCTION
- 7. LA CHUTE D'OMAR EL-BECHIR
- 18. LE TEMPS DU *SIT-IN* :
ENTRE RÉVOLUTION ET
NÉGOCIATION
(6 AVRIL-3 JUIN)
- 41. CONCLUSION

Résumé

Cette note revient sur les moments forts de la révolte, depuis les premières manifestations d'ampleur en décembre 2018 jusqu'à l'accord de juillet 2019 entre la coalition civile et le Conseil militaire de transition. Au centre des événements se situe la période du sit-in (6 avril-3 juin 2019) dont la trajectoire illustre la diversité des revendications populaires, le désir d'expression politique, mais aussi le maintien d'un niveau de répression potentiellement très fort du régime dans sa pratique du pouvoir. La note revient finalement sur les grandes inconnues qui demeurent à court terme. Parmi celles-ci, les enjeux de l'accord civilo-militaire signé en juillet 2019, la place des groupes dits marginalisés et rebelles, ou encore l'avenir du « mouvement islamiste » soudanais.





Introduction

La révolte soudanaise éclate en décembre 2018, après une longue dégradation des conditions économiques, sociales et politiques¹. Elle fait suite à plusieurs mouvements de mobilisation qui touchent différents secteurs de la société depuis 2005 et particulièrement après 2010. Les responsables sont bien identifiés : le régime d'Omar el-Bechir et les « islamistes » au pouvoir (*kaizan*), « manipulant l'islam à des fins personnelles » comme le définissent généralement les Soudanais.

Après plusieurs mois de manifestations dans les quartiers de la capitale et des principales villes du pays, les manifestants catalysés par une coalition d'associations de professionnels (Sudanese Professional Association, ci-après SPA) et de partis d'opposition au sein des Forces pour la liberté et le Changement (Freedom and Change Coalition, ci-après FCC)², s'installent le 6 avril dans les rues adjacentes à l'état-major militaire (*Qiyada*), demandant à l'armée de prendre position en faveur de la révolution. Le 11 avril, le président Omar el-Bechir au pouvoir depuis 1989, tombe. Il est remplacé par son entourage sécuritaire direct, fidèle jusqu'au dernier jour, désormais réunis au sein d'un Conseil militaire de transition (CMT).

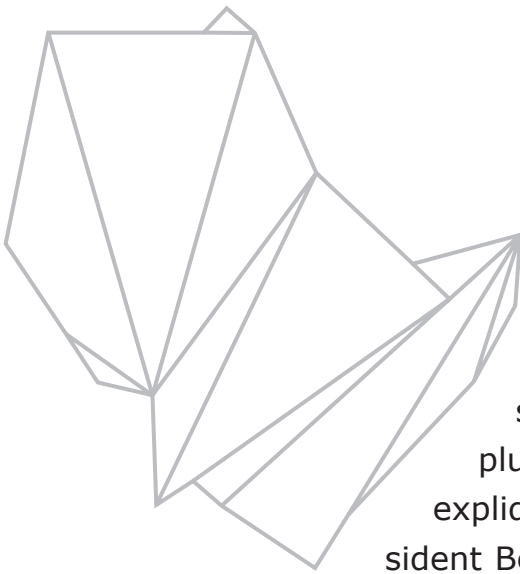
Mais la révolution traîne, et la transition tarde, les civils et les militaires ne parvenant pas à s'entendre sur les modalités concrètes d'une transition que les militaires refusent finalement de céder à une autorité uniquement civile, contrairement aux annonces initiales du CMT. Le 3 juin, le CMT décide du démantèlement du *sit-in* qui se déroule avec une brutalité inattendue et incompréhensible. Les négociations reprennent et les militaires sont désormais contraints de montrer leur engagement pour la paix en acceptant de signer un accord en juillet 2019 qui devrait désormais constituer la base des négociations.

1. La dernière version de cette note a été modifiée le 28 juillet 2019. Elle a bénéficié des commentaires très utiles d'Azza Ahmed Abdel Aziz et de Lucie Révilla que je remercie vivement.
2. Le SPA constitue l'une des 5 branches de la coalition FCC. En raison du rôle central et spécifique du SPA dans la coalition, on notera SPA/FCC pour se référer à cette coalition civile luttant et négociant avec le Conseil militaire de transition (CMT).

L'objectif de cette note sur la crise soudanaise est double. D'une part il s'agit de tracer le contexte général des événements et de revenir sur les moments forts de la révolte depuis décembre 2018, puisqu'une telle synthèse n'est pas encore parue. D'autre part, je proposerai des pistes de réflexion qui devront être approfondies à l'occasion de publications prochaines, avec le recul nécessaire qu'impose la recherche académique. Cette note aura donc parfois l'aspect d'une chronique comportant une dimension analytique, exposant les grands enjeux à court terme. La période de l'analyse est comprise entre décembre 2018 et juillet 2019³. La réflexion se base principalement sur des entretiens formels et informels réalisées à Khartoum entre décembre 2018 et juillet 2019, dont une partie à l'occasion de visites sur le lieu du *sit-in* de la capitale soudanaise en avril-mai 2019. La note a donc l'inconvénient d'offrir un regard depuis Khartoum, mais tente de prendre en compte ces dynamiques essentielles qui sont celles des groupes marginalisés et des rapports des « périphéries » à leur « centre ». Notons enfin que nous n'utiliserons le mot « révolution » qu'en tant que terme usité dans les slogans depuis décembre 2018 (chantés, scandés, ou peints sur les murs). Je reprendrai ce terme lorsqu'il s'agira de restituer ces discours, et utiliserai plus volontiers le mot « révolte » pour décrire ce large mouvement de protestation contre le régime d'Omar el-Bechir.

Je commencerai par revenir sur les dynamiques de la révolte, les raisons de son ancrage dans le temps et la chute du président Bechir. Je propose ensuite un développement sur la période charnière et spécifique qui est celle du *sit-in* (avril-juin) et de l'échec des négociations. Une troisième et dernière partie exposera les grands enjeux actuels et ce qui fait de cette révolte un moment inédit dans l'histoire du Soudan contemporain (armée, position des groupes rebelles, islam politique).

3. 27 juillet 2019.



La chute d'Omar el-Bechir

Cette première partie montre à quel point ce soulèvement populaire s'ancre dans le temps plus long que la révolte de décembre, ce qui explique d'ailleurs son succès et la chute du président Bechir. La révolte concentre progressivement les mécontentements sur plusieurs échelles en face d'un parti présidentiel, le National Congress Party (NCP), qui apparaît démuné.

Le déclenchement et l'ancrage de la révolte

Ce n'est pas dans la capitale soudanaise qu'explose la révolte qui conduit à la chute du président Omar el-Bechir (1989-2019), mais dans les provinces, notamment dans les villes de Damazin le 17 décembre, et d'Atbara le 19 décembre 2018 réputée pour l'ancrage historique de syndicats⁴. Les manifestants y protestent certes contre la nouvelle montée du prix du pain, mais en brûlant les bureaux du National Congress Party (NCP) au pouvoir, ils montrent à quel point les responsables de la crise économique et politique sont identifiés et pris pour cible. On comprend la gravité de la situation lorsque l'armée annonce qu'elle ne prendra pas part à la répression et qu'elle est acclamée en passant devant les cortèges de manifestants⁵. D'autres villes sont également agitées par ces mouvements sociaux, au Nord (Dongola par exemple), à l'Est (Gedaref et Kassala), au Kordofan (el-Obeid), dans la région de Gezira (Wed Medani) ou du Darfour (Nyala) dans des proportions variables. Le lendemain, les Universités du Grand Khartoum se mobilisent et les étudiants descendent dans les rues : Universités de Khartoum, Nilain, Bahri. Les manifestants emprunteront ensuite les rues de la capitale deux à trois fois par semaine, à l'occasion de manifestations relativement sporadiques et contenues difficilement par la police. Alors que les soulèvements populaires n'étaient pas par-

4. Voir Ahmed A. Sikainga, "City of Steel and Fire": A Social History of Atbara Sudan's Railway Town, 1906-1984, Greenwood, 2002.

5. Notons que durant la totalité des manifestations, les Rapid Support Forces (cf. *infra*) n'interviennent pas dans la répression à Khartoum. Elles seraient en revanche intervenues au Darfour.

venus à s'installer dans le temps dans les années 2000-2010, cette révolte ne s'est par encore essoufflée à l'heure de la rédaction de cette note (28 juillet 2019).

L'ancrage de la révolte dans le temps est une caractéristique importante du mouvement, à saisir bien au-delà de l'explosion de décembre 2018. Il se situe davantage en continuité qu'en rupture par rapport aux mobilisations de la dernière décennie. Comme le rappelait récemment Anne-Laure Mahé, il faut saisir l'histoire longue des mobilisations au Soudan, dont celles des femmes, si l'on veut expliquer l'existence d'un groupe significatif de personnes « prêtes à être activées (...) au moment où s'ouvrirait la juste fenêtre d'opportunité »⁶. On se situe ici en partie dans la lignée des « printemps arabes » (même si l'expression n'est pas heureuse dans le cas Soudanais) et des échecs des mobilisations précédentes⁷. Celles-ci avaient déjà touché de larges secteurs de la société (étudiants, infirmiers, dockers, médecins, écrivains⁸) ouvrant selon Clément Deshayes un nouveau cycle de contestations à partir de 2010, prenant diverses formes : la mobilisation des étudiants de l'Université de Khartoum en 2012-2013, le grand mouvement de 2013 qui sera brutalement stoppé en seulement quelques jours et qui fera quelque 200 morts⁹. Le régime réagit en montant d'un cran dans la répression de la contestation, si bien que les modes d'action se déploient selon de nouvelles modalités, à travers des canaux non-partisans, voire clandestins¹⁰. On peut ici mentionner la grève générale de 2016, appelant à travers les réseaux sociaux à un mouvement de désobéissance civile à domicile¹¹, symptomatique de cette volonté d'éviter la confrontation violente avec les forces de l'ordre. La révolte de décembre 2018 doit donc être saisie dans une histoire plus longue de la contestation au Soudan¹². Cette histoire et ses acteurs depuis les années 2010 n'expliquent

6. Anne-Laure Mahé, « Roots of the social movement », Conférence de l'Observatoire Afrique de l'Est, CEDEJ Khartoum – CERI Sciences Po, CERI, 26 juin 2019.

7. Pour un exposé des mobilisations au Soudan entre 2009 et 2018, voir la note de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est rédigée par Clément Deshayes en octobre 2018, « Lutter et contester en ville au Soudan, 2009-2018 », disponible en ligne https://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/OAE_oct18.pdf.

8. On peut également mentionner les mobilisations dans le Nord contre l'édification de nouveaux barrages hydrauliques. Voir sur ce point Tameer M.A. Abd Elkreem, *Power Relations of Development. The Case of Dam Construction in the Nubian Homeland, Sudan*, LIT, Beiträge Zur Afrika Foschung, 2016.

9. Clément Deshayes, « La chute, c'est tout ! Construction du consensus et mouvement révolutionnaire soudanais : de l'Inqaz aux contestations de 2018-2019, Journée d'étude « Ville , genre et mobilisation : le soulèvement populaire au Soudan (2018-2019) », Panthéon-Sorbonne 3 juillet 2018.

10. Voir les recherches en cours de Clément Deshayes sur les groupes de contestation non partisans au Soudan.

11. Cette initiative ville-morte est largement suivie le premier jour. Le président Omar el-Bechir paraît pour sa part désarmé et va jusqu'à provoquer les contestataires et le met au défi de descendre dans la rue « si ce sont des hommes ! ».

12. Voir notamment Willow Berridge, *Civil Uprisings in Modern Sudan. The 'Khartoum Springs' of 1964 and 1985*, Bloomsbury, 2016.

pas *de facto* l'explosion des mécontentements à partir de Décembre 2018, dont les dynamiques restent encore parfois à identifier (formation et rôle des « comités de résistance » dans les différents quartiers, articulation aux initiatives partisans et aux organisations professionnelles...). Quoiqu'il en soit, les mobilisations auront bénéficié des expériences individuelles et collectives, des pratiques des mobilisations, et de la lutte au niveau le plus local.

L'ampleur et l'ancrage de la révolte s'expliquent également par la dégradation continue des conditions socio-économiques sur la dernière décennie¹³. Les années 2000 et la montée du prix du pétrole ont profité au régime, mais n'ont pas conduit à la restructuration nécessaire de l'économie. En effet, le volet économique du projet civilisationnel du régime (*Salut, Inqaz*) enclenché au début des années 1990 a été un échec¹⁴, en raison notamment d'une large dégradation de la conjoncture économique au cours des dernières années. Comme le mentionnait récemment le chercheur Sidgi Kabbalo, l'économie autoritaire et les dépenses qu'elle implique en termes de clientélisme, de contrôle sécuritaire et de conduite de la guerre (qui représente deux tiers des dépenses au budget de l'État) n'est plus soutenable¹⁵. La structure économique, rappelle le même chercheur, s'est trouvée progressivement contrôlée par une nouvelle classe d'affaires, affiliée au régime *Inqaz*, tournée vers l'extérieur, fondant en partie sa domination sur la finance islamique et délaissant des secteurs vitaux de l'économie soudanaise (coton, industrie, agriculture). Enfin, les sanctions internationales imposées au Soudan entre 1997 et 2017, et surtout la perte de deux tiers des revenus liés au pétrole avec l'indépendance du Soudan du Sud en 2011 ont porté un choc extrêmement rude à l'économie du pays et accentué sa dépendance aux financements extérieurs (notamment en provenance du Golfe).

Les progrès significatifs et les efforts fournis par le régime afin de tirer profit du secteur minier (surtout aurifère) n'ont pas permis d'inverser la forte tendance à la dégradation de l'économie : le manque de devises et le solde négatif de la balance de paiements ont propulsé l'inflation au-dessus de la barre

13. Pour une mise en contexte du facteur politico-économique, voir notamment l'entretien avec Raphaëlle Chevrillon-Guibert, « Économie politique du régime et de la révolte », dans « A bas le gouvernement des voleurs ! », dossier *Noria Research*, coordonné par Clément Deshayes, Khadidja Medani et Margaux Etienne, 1^{er} janvier 2019, <https://www.noria-research.com/fr/economie-politique-du-regime-et-de-la-revolte/>

14. Voir Harry Verhoeven, *Water, Civilization, and Power in Sudan. The Political Economy of Military-Islamist State Building*, Cambridge University Press, 2017, notamment pp. 100-109; Alden Young, *Transforming Sudan. Decolonization, Economic Development, and State Formation*, Cambridge University Press, 2018;

15. Sidgi Kabbalo, "Economic Crisis and the Economy of the Crisis in Sudan", Conférence de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est, CEDEJ Khartoum – CERI Sciences Po, CERI, 26 juin 2019.

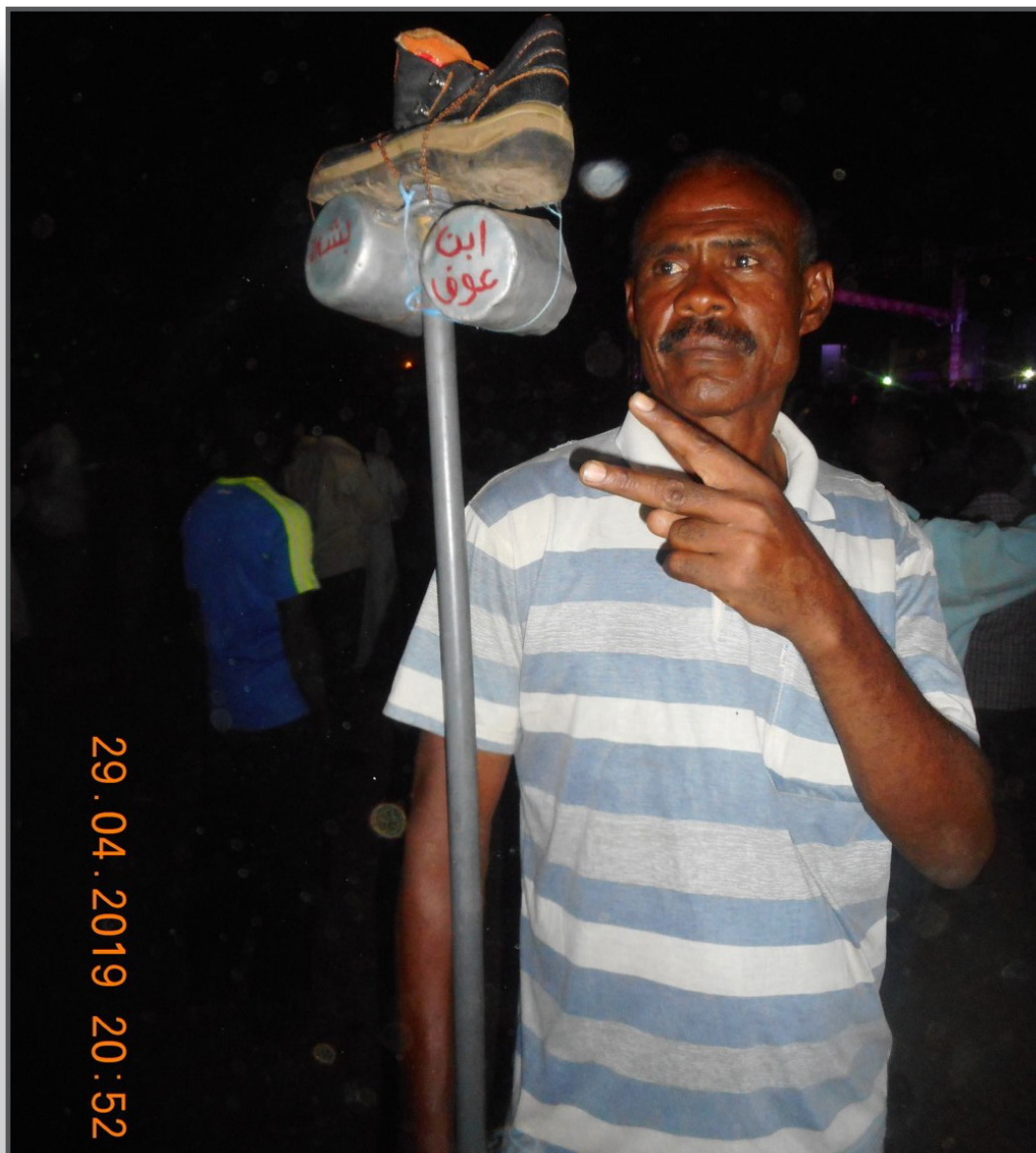
des 70% en 2018¹⁶, alors que la dette dépasse désormais 50 milliards de dollars. Sur l'année 2018, les pénuries d'essence et de diesel se sont aggravées, ajoutant aux pénuries de liquidité et contribuant finalement à dessiner le contexte socio-économique favorable à la révolte.

Des mobilisations de quartiers à la manifestation du « Million »

Les ressorts économiques ne suffisent pas à expliquer une révolte au caractère profondément politique, ce qui est particulièrement perceptible à travers les slogans les plus récurrents : « Liberté, paix, justice. La révolution est le choix du peuple ! », ou encore « La chute, rien d'autre ! » (*tasgut bas !*). Les slogans contre la vie chère, on le voit, ne se sont pas imposés comme les slogans de la « révolution ». Il s'agit avant tout d'une révolte contre les *kaizan* (pluriel de *koz*), et par extension contre le régime – un *koz* est un gobelet en métal traditionnellement utilisé pour boire l'eau, comme celle laissée à disposition des passants devant les maisons. Le surnom de *kaizan* a été donné aux membres du NCP (auparavant National Islamic Front) après que Hassan al-Tourabi, idéologue du projet d'islamisation de la société (à impulser depuis le sommet de l'État), avait déclaré lors d'un discours que l'océan était l'islam et qu'eux-mêmes étaient les *kaizan* avec lesquels on pouvait le boire¹⁷. On entendra souvent les *kaizan* définis *stricto sensu* comme les membres du NCP, mais l'expression la plus récurrente lorsqu'on interroge les Soudanais sur la nature du *koz* est la suivante : « Des membres du NCP utilisant l'islam dans leur propre intérêt », ou « utilisant la religion à des fins de pouvoir ». Le slogan chanté de façon récurrente dès les débuts de la révolte, « Chaque *koz* on l'écrase ! », est révélateur non seulement du rejet d'une classe politique tout entière, mais aussi de son projet civilisationnel fondé sur une certaine conception de l'islam. Le jour de la chute du président Omar el-Bechir, les manifestant célébraient, sans doute un peu trop vite, un « Ramadan sans les *kaizan* ! ».

16. Le taux de change au marché informel est passé de 30 SDG à 70 SDG pour 1 euro, entre décembre 2017 et décembre 2018.

17. Sur Hassan al-Turabi, lire l'excellente analyse récemment publiée par Willow Berridge, *Hasan al-Turabi, Islamist Politics and Democracy in Sudan*, Cambridge University Press, 2017.



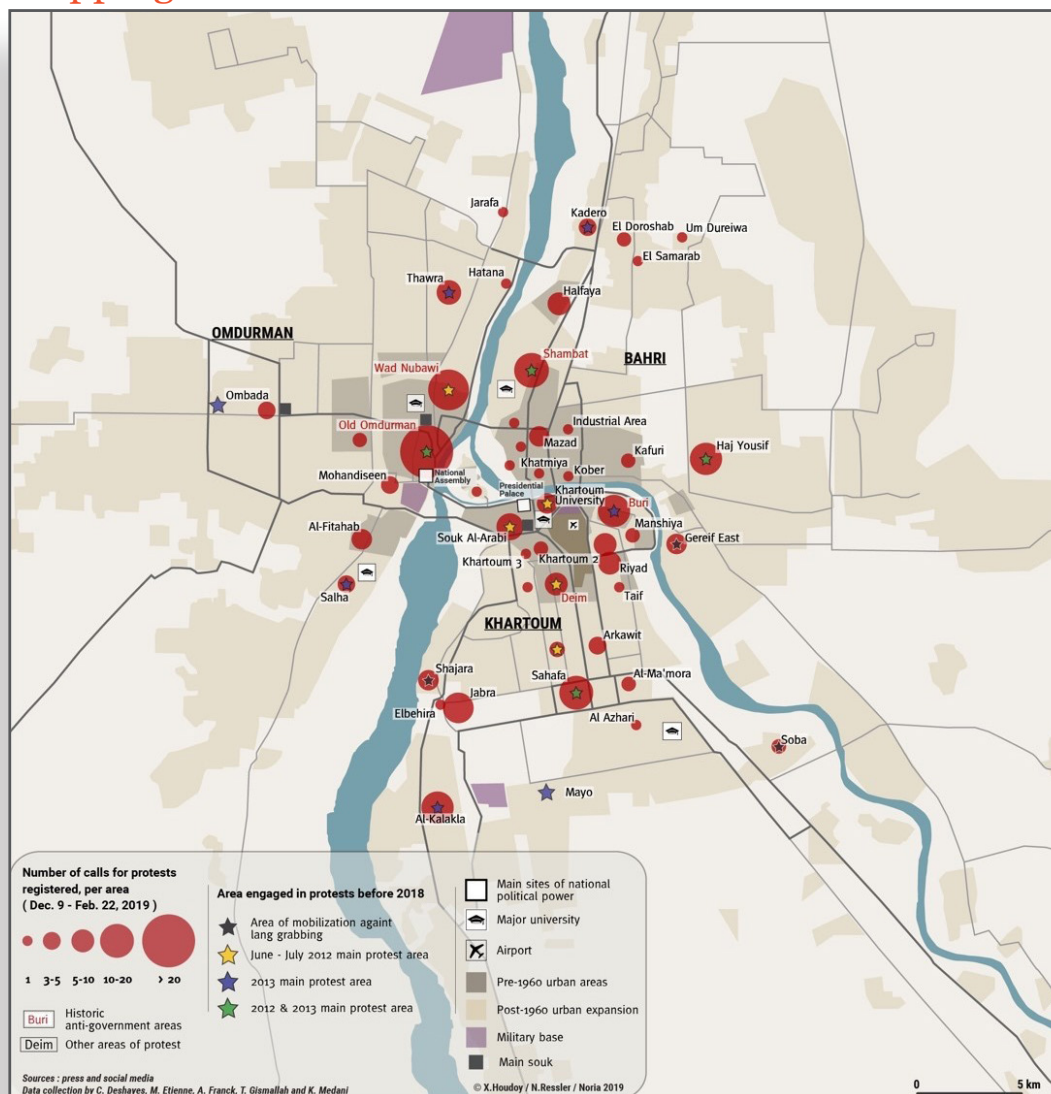
Cette photo prise sur le *sit-in* symbolise deux *kaizan* sous une chaussure. Sur le *koz* de droite, on lit le nom d'Ibn Aouf, général à la tête du CMT pour 24 heures du 11 au 12 avril (photo Jean-Nicolas Bach, 29 avril 2019).

Un deuxième trait politique majeur de la révolte concerne la géographie du mouvement social lui-même. Les mobilisations sont d'abord éparpillées, sporadiques et dispersées le plus souvent après seulement quelques dizaines de minutes par les forces de « maintien de l'ordre » (police anti-émeutes) qui utilisent abondamment les gaz lacrymogènes et, parfois, tirent à balle réelle. Dans le Grand Khartoum¹⁸, elles ont lieu dans de nombreux quartiers, particulièrement ceux disposant déjà d'une histoire de la contestation. Xavier Houdoy et Nicolas Ressler ont réalisé pour le *think tank* Noria en janvier

18. Le Grand Khartoum est divisé en trois villes, à savoir Khartoum, Bahri, et Omdurman.

2019 une « cartographie des dynamiques révolutionnaires soudanaises »¹⁹, dans la capitale, à partir de laquelle on peut notamment observer une forte corrélation entre les mouvements protestataires de 2012-2013 et ceux de 2018-2019 dans les quartiers de Sahafa, Jabra, Haj Yousif, Burri, Deim, Souk Al-Arabi, Shambat... et bien entendu dans le vieil Omdurman²⁰.

Mapping Sudan Protest in Greater Khartoum



Carte réalisée par Xavier Houdoy et Nicolas Ressler, publiée par *Noria Research* dans le cadre du dossier « À bas le gouvernement des voleurs !, Retour sur les dynamiques révolutionnaires au Soudan »

19. « 'A bas le gouvernement des voleurs !', Retour sur les dynamiques révolutionnaires au Soudan », dossier coordonné par Clément Deshayes, Margaux Etienne et Khadidja Medani, *Noria Research*, disponible en ligne <https://www.noria-research.com/fr/cartes-dynamiques-revolutionnaires-2019-soudan/>

20. Les quartiers de déplacés récents et/ou originaires des régions périphériques (Darfour, Sud Kordofan, Nil Bleu) se sont *a priori* moins mobilisés, ou ont été moins visibles, ce qui peut être dû à des niveaux de contrôle et de répression plus importants exercés sur ces quartiers par les autorités soudanaises.

La révolte semble d'ailleurs s'organiser initialement au niveau des quartiers, à l'échelle desquels des « comités de résistance » se forment et organisent le montage des barricades et des cortèges. Mais les manifestants ne se cantonnent pas à leur quartier. Manifester dans un autre quartier que le sien rend plus difficile l'identification par les forces de sécurité, ce qui contribue par ailleurs à un effet d'entraînement entre les quartiers. Cette mobilité des manifestants passant d'un quartier à l'autre est également un élément important pour saisir les dynamiques de propagation des pratiques et des expériences de contestation à l'échelle des villes. Ces pratiques et l'aspect imprévisible des apparitions des cortèges ont également participé à la stratégie d'épuisement des forces de l'ordre qui ont poursuivi les manifestants durant des mois.

A l'échelle des quartiers se superpose une dynamique plus large visant à coordonner les efforts, faire converger les cortèges et organiser des manifestations plus ambitieuses. Une association de professionnels soudanais (Sudanese Professional Association, la SPA) émerge et s'impose rapidement comme le leader de cette coordination nécessaire, traçant les circuits des cortèges et annonçant les manifestations selon des calendriers prédéfinis. Fondée en 2016 lorsqu'une charte est signée entre trois groupes de professionnels (le Comité central des médecins soudanais, le Réseau des journalistes soudanais, et l'Association démocratique des avocats), la SPA se présente comme un mouvement syndical sans ambition partisane²¹. Elle n'est donc pas une organisation nouvelle qui serait apparue avec la révolte, et elle a sans doute bénéficié d'autres types de circulations (entre partis, syndicats, et mouvements non partisans) pour s'imposer comme le principal leader de la révolte. En effet, les appels à manifester restent extrêmement bien suivis et la SPA continue de bénéficier d'un large soutien chez les manifestants, du moins dans la capitale.

Outre cette coordination croissante entre la SPA et les comités dans les quartiers, l'Association se joint à d'autres groupes et partis politiques pour signer la Déclaration des Forces du Changement et de la Liberté²², le 1^{er} janvier 2019. Cette déclaration fonde une Coalition pour la liberté et le changement (*Freedom and Change Coalition*, FCC) et devient le manifeste politique des

21. Le SPA rappelle dans son texte de présentation les tentatives échouées en 2012 et 2014 de fonder une telle organisation syndicale. Voir <https://www.sudaneseprofessionals.org/en/about-us/>, consulté le 5 mai 2019. L'association s'élargit en juin 2018 à d'autres associations, aujourd'hui au nombre de 18. La liste détaillée est disponible en ligne sur le site internet du SPA. Le SPA s'appuie sur des structures syndicales et communistes rompues à la clandestinité durant des décennies de régime autoritaire, ce qui explique sans doute largement leur capacité à évoluer dans la clandestinité et à échapper à la répression durant la révolte.

22. Également disponible en ligne sur le site de la SPA : <https://www.sudaneseprofessionals.org/en/declaration-of-freedom-and-change/>

mouvements et partis ralliés (voir ci-dessous). La Déclaration revendique notamment la chute immédiate du président Omar el-Bechir et la fin de son administration ; la formation d'un gouvernement de transition formé de personnalités qualifiées pour gouverner durant une période de quatre années pour construire les bases institutionnelles démocratiques nécessaires à la tenue de futures élections ; la fin immédiate des conflits ; la formation d'un Comité constitutionnel national ; la restructuration de l'administration, de l'armée, et de la justice ou encore la fin de l'oppression et des discriminations. Tous les groupes membres de la FCC sont répartis selon cinq grandes branches à l'intérieur desquelles sont regroupés des partis et groupes de façon relativement hétéroclite. Cette répartition représente un enjeu concret des négociations entre les civils et les militaires après la chute d'Omar el-Bechir le 11 avril. En effet, si le principe d'une représentation équilibrée entre cinq représentants civils et de cinq représentants militaires est admis à l'intérieur d'un nouveau conseil au sommet de l'État (le Conseil souverain, voir *infra*) afin d'assurer la transition, chacune des branches de la FCC sera chargée de sélectionner un représentant.

Declaration of Freedom and Change

Khartoum, January 1st 2019

We, the people of Sudan across cities and villages, in the north, the south, the east, and the west; join our political and social movements, trade unions and community groups in affirming through this declaration that we will continue the course of peaceful struggle until the totalitarian regime is removed and the following goals are achieved:

First:

The immediate and unconditional end of General Omar Al Bashir's presidency and the conclusion of his administration.

Second:

The formation of a National Transitional Government. This transitional government will be formed of qualified people based on merits of competency and good reputation, representing various Sudanese groups and receiving the consensus of the majority. Their role is to govern for a term of four years, until a sound democratic structure is established, and elections held. The transitional government shall be responsible for the following goals:

1. End Sudan's civil wars by addressing the root cause(s) of each and seeking remedies to their disastrous manifestations. These solutions will have to incorporate the voluntary return of those displaced, and refugees to their domiciles.
2. Reach out to warring parties to address lingering issues, and security arrangements. These agreements should be fair, just and comprehensive.
3. Convene a Comprehensive Constitutional Conference to address key national issues, with the objective of forming a National Constitution Committee.
4. Apply the brakes on the current state of economic freefall, and work to improve the livelihood of all Sudanese citizens.
5. Oversee efforts to dismantle the structure of governance set up by a totalitarian one-

party regime, and transition it to institutions based on a constitution and the rule of law. The goal is to create the conditions for a thriving state in which the people of Sudan elect their representatives freely; and to restructure civil services and the armed forces to be representative of the nation i.e. National, Diverse, and Independent.

6. Develop an independent judicial system. One based on a constitution, protection of human rights and the rule of law.
7. Empower Sudanese women and strive to end all forms of discrimination and oppressive practices against them.
8. Improve Sudan's image globally, and work on fostering regional and global relationships based on mutual respect and common interests. In that light, special attention will be given to the relationship with the Republic of South Sudan.
9. Ensure the state commitment to human development, social welfare, and the environment through programs and subsidies in areas of health, education and housing.

Third:

Putting an immediate end to all violations against peaceful protesters, repealing of all laws restricting freedoms of speech and expression; and bringing the perpetrators of crimes against the Sudanese people to fair trials in accordance with accepted national and international laws.

By signing this draft declaration – which remains open to additions and amendments, especially regarding the tasks of the transitional government, accommodating all concerns and aspirations of the Sudanese people, and benefiting from previous relevant declarations of opposition groups – we affirm that we will continue taking to the streets and leading the nonviolent struggle, until our demands are met. We call upon our brethren in the armed forces to take the side of the Sudanese people and to refrain from supporting Al Bashir by participating in the brutalizing and killing of unarmed civilians.

(Translated from the original, Arabic text)

Sur site officiel: <https://www.sudaneseprofessionals.org/en/declaration-of-freedom-and-change/>

Les Forces du changement et de la liberté / Freedom and Change Coalition (FCC) : en gras apparaissent les cinq branches à l'intérieur desquelles se répartissent les partis et les mouvements :

- 1. Sudanese Professionals Association**
- 2. Alliance of the National Consensus Forces**
- 3. Sudan Call Forces**
- 4. The Unionist Alliance (Opposition)**
5. The Republican Party
6. The Liberal Party
7. The Centre Stream for Change
8. No to Women's Oppression Initiative
9. Girifna Movement
10. Change Now

11. Alliance of Civil Forces

12. Sudanese Resistance Committees
13. Congress of University of Khartoum Alumni
14. Confederation of Civil Society Organizations
15. Alliance of Jezira and Managil Farmers
16. Forum of Sudanese Tweeters
17. General Nubian Assembly
18. Revolutionary Council of Revival
19. Women of Sudanese Civic and Political Groups – MANSAM
20. The Broad National Front
21. Binaa Sudan Party
22. Association of the Families of Ramadan Martyrs

L'impuissance du NCP

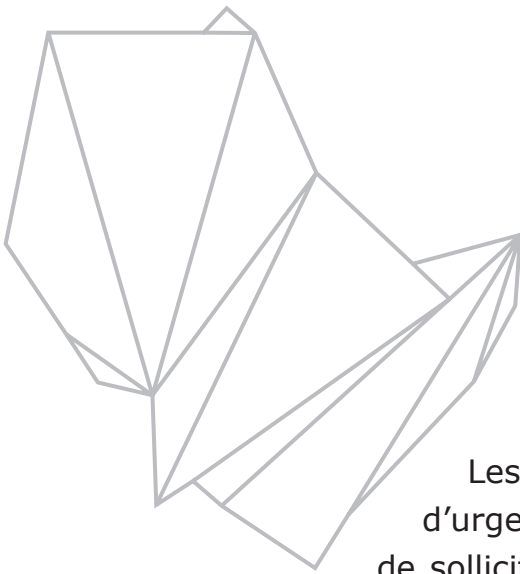
L'impuissance du NCP apparaît d'abord de son incapacité à offrir une réponse économique et politique satisfaisante face à la montée des mécontentements. Durant l'année 2018, le gouvernement a connu plusieurs remaniements ministériels censés répondre à la crise économique, mais cette dernière n'a cessé de s'aggraver, comme noté plus haut. De plus, aucune réponse politique non-violente n'a pu être apportée non plus à la multiplication des manifestations depuis plusieurs années. En 2016, lors du mouvement ville-morte, les services de sécurité n'hésitaient pas à distribuer de faux tracts d'opposition pour inciter les gens à manifester et se rendre ainsi vulnérable. En 2018, dans les semaines qui ont suivi le lancement des manifestations en décembre, plusieurs dizaines de victimes sont mortes par balle, produisant les premiers « martyrs de la révolution ». Le régime fait ensuite preuve d'une relative « retenue » dans la violence publique, puisque les intimidations, arrestations, et tortures se poursuivaient bien, mais de façon moins visible.

Reprenant les propos « compréhensif » du chef de la sécurité, Salah Gosh, le président Bechir va jusqu'à déclarer comprendre la douleur des jeunes et des femmes soumis injustement aux lois islamistes (les fameux Public Order Laws touchant particulièrement les femmes) ... Des lois qui, depuis le régime Nimeiri dans années 1980, avaient été renforcées et appliquées de façon extrêmement coercitive sous le régime d'Omar el-Bechir, dans le cadre du « projet civilisationnel » (*Inqaz*).

Le président finit par déclarer dans un discours télévisé en direct l'état d'urgence le 22 février 2019 pour un an, jusqu'aux élections générales de 2020. Les gouverneurs des provinces sont remplacés par des généraux (dont la plupart sont des islamistes du NCP proches du président), le gouvernement est dissous et des techniciens sont chargés de préparer les prochaines élections. Le projet de réforme constitutionnelle est quant à lui suspendu. L'état d'urgence sonne comme un aveu de faiblesse et surtout d'incertitude. Quelques heures avant le discours du président, Salah Gosh déclarait à tort aux médias que le président était sur le point de retirer sa candidature aux élections de 2020 et de suspendre sa présidence à la tête du NCP. Dès le 23 février au matin, les forces de sécurité se livrent à une démonstration de force dans les rues de la capitale et des villes : l'armée et les milices défilent sur les tanks et les *pick-up (thatcher)*.

La question de la reconduction d'Omar el-Bechir à la tête de l'État devient une source de tension au sein du parti. Le mandat d'arrêt international émis par la CPI et l'échec à sortir le pays de la liste des États qui financent le terrorisme bloquent également le développement de relations commerciales avec les pays « occidentaux ». L'annonce de la réforme constitutionnelle qui aurait permis au président d'exercer un nouveau mandat présidentiel était un mauvais signe pour son entourage qui le considère de plus en plus indésirable²³.

23. Deux raisons notables à cela, intrinsèquement liées : les blocages induits pas les sanctions internationales (CPI, liste des États soutenant le terrorisme international) et les troubles qui s'annonçaient dans la perspective d'une réforme constitutionnelle qui permettrait au président de candidater pour un nouveau mandat.



Le temps du *sit-in* : entre révolution et négociation (6 avril-3 juin)

Les mobilisations s'essoufflent après un mois d'état d'urgence. Les manifestants continuent néanmoins de solliciter l'armée régulière (Sudanese Armed Forces, SAF) pour qu'elle dépose le président et assure le passage à un gouvernement civil, comme elle l'avait fait en 1964 et 1985. L'armée hésitante et bloquée par des clivages internes n'agit pas mais ne participe pas non plus à la répression. En organisant la « marche du million » au Quartier général (*Qiyada*) des forces armées le 6 avril 2019, la SPA/FCC entend pousser celles-ci à prendre enfin position pour le peuple²⁴. Ce sera le début d'un épisode significatif de la révolte qui représente un espace d'observation exceptionnel des acteurs et de leurs revendications.

La semaine du 6 au 13 avril : la révolution de Palais

La semaine du 6 au 13 avril représente un tournant. Le 6, alors que la police chasse les manifestants en tirant à balles réelles dans les quartiers, une partie des forces de sécurité laisse passer les immenses cortèges qui affluent vers la *Qiyada* à l'appel de la SPA/FCC. Les routes entourant le quartier général se remplissent progressivement de la marche du « Million », qui surprend par son ampleur. Les militaires sur place invitent finalement les manifestants à rester la nuit en leur assurant protection, prenant ainsi position pour le peuple et désobéissant à leur commandement militaire. Les manifestants organisent l'espace et le mot se diffuse rapidement via les réseaux sociaux : amenez à boire, à manger, de quoi dormir, nous restons²⁵.

24. Les Sudanese Armed Forces (SAF) disposent d'une image protectrice de la population (à relativiser en fonction des régions et des catégories sociales néanmoins), contrairement aux nombreuses milices (tels que le National Intelligence and Security Service (NISS) de Salah Gosh, ou encore les Rapid Support Forces commandées par Mohamed H. Dagalo dit Hemedti).

25. De nombreuses entreprises (dont le fameux conglomérat DAL) ont apporté leur soutien logistiques et financier au *sit-in*.

Durant les nuits suivantes, les manifestants essuient des tentatives violentes de délogement menées par les milices (identifiées par les manifestants comme les *Shadow Militias* sous commandement direct de hauts responsables du NCP, comme Ali Othman Taha), mais celles-ci sont repoussées par les militaires. Ces derniers finissent par déployer des véhicules blindés pour sécuriser la rue, sous les acclamations des manifestants. Il faudra ensuite faire face aux *snipers* embusqués dans un bâtiment en construction face à la *Qiyada*. Mais l'armée tient bon et les manifestants continuent à s'installer sur cette « place » qui manquait à la révolution. En ville, les barricades et les incendies de pneus se multiplient. Le président serait retranché dans une de ses résidences privées²⁶, dans la banlieue de Khartoum.

A l'occasion du premier discours public de la FCC, le 8 avril, depuis la *Qiyada*, le représentant de la FCC et chef du parti du Congrès Soudanais, Omar al-Digair, lance un appel solennel à l'armée lui demandant de s'engager dans le dialogue avec la coalition et d'assurer le passage pacifique à un gouvernement de transition. Le ministre de la Défense et proche d'Omar el-Bechir, Awad Ahmed Ibn Aouf, reste cependant fidèle au pouvoir. Les rumeurs circulent : l'armée serait devant le siège du National Intelligence and Security Service (NISS), Omar el-Bechir aurait démissionné, les « islamistes » seraient sur le point de lancer une expédition punitive contre les manifestants sur la *Qiyada*, les officiers des SAF de rangs inférieurs organiseraient un coup d'État... Quant aux manifestants, ils tiennent bon, sous la protection des mutins qui ont désormais également besoin de la protection des civils sur la *Qiyada*.

La situation reste incertaine le 10 avril au soir. Le ministère Soudanais des Affaires étrangères invite les étrangers à ne pas circuler en ville, alors que des dizaines de *thatcher* bien armés sont déployés en ville, notamment les hommes de Mohamed Hamdan Dagalo dit Hemedti, ces fameux Rapid Support Forces (RSF) issus en partie des groupes *janjaweed* connus pour leurs exactions au Darfour dans les années 2000²⁷. Ils circulent désormais en convois dans Khartoum, mitrailleuses chargées, fusils à la main et paniers de roquettes accrochés bien en apparence sur les côtés des *thatcher*. Hemedti s'est jusque-là publiquement opposé à toute intervention contre les manifestants. Que viennent faire ces convois dans Khartoum ? Les militaires « mutinés » présents sur le *sit-in* ne compteraient pour leur part que 500 combattants, rejoints le 10 avril par les cadets de l'armée venus de Bahri.

26. Il sera par la suite transféré à la prison de Kober.

27. Sur le Darfour, voir par exemple Julie Flint & Alex de Waal, *Darfur : A New History of a Long War*, Zed Books, 2008 ; Gérard Prunier, *Darfur, un génocide ambigu*, Cornell University Press, 2008.

Ils ne feraient pas le poids face aux hommes aguerris d'Hemedti. Une manifestation de soutien au régime en place est également annoncée pour le lendemain, le 11 avril.

Le 11 avril au matin, la nouvelle tombe : Omar el-Bechir a été destitué, ses proches sont arrêtés et la manifestation de soutien au régime est reportée. La radio diffuse en continu des marches militaires, dans l'attente d'une annonce qui exposerait la situation à la population en liesse, célébrant déjà dans la ville entière la chute du président. Les rues se remplissent, crient, hurlent, les drapeaux flottent au vent. Les militaires désormais accompagnés des Rapid Support Forces, le long des routes, sont salués par les manifestants qui leur serrent la main et les prennent en photo. On continue à entendre la musique militaire.

Vers 14 heures, les marches militaires s'interrompent et l'homme du coup d'État apparaît sur les écrans et à la radio : le général Ibn Aouf, ministre de la Défense jusqu'à la dernière heure d'Omar el-Bechir, celui qui il y a quelques jours encore demandait aux militaires de la *Qiyada* de suivre ses ordres et de ne pas sombrer dans le chaos en protégeant les civils. Le président est bien destitué (sans que l'on sache où il est et s'il est seulement arrêté), le trafic aérien est suspendu pour 24 heures, le gouvernement et le Parlement sont dissous, la Constitution suspendue, l'état d'urgence réduit à trois mois, et un couvre-feu est instauré de 22h à 4h du matin. La déception est immense, mais la rue ne fléchit pas.

Réaction de la FCC publiée sur Facebook le 11 avril 2019 après le discours d'Ibn Aouf

Urgent: Déclaration des Forces de la liberté et du changement: Communiqué général

Les autorités du régime ont exécuté un coup d'État qui vise à reproduire le système et à soutenir ses protagonistes existants. Tout cela court à l'encontre de la lutte de notre peuple majestueux. Nous, les forces de la liberté et du changement refusons les propos de la déclaration diffusée par les auteurs du coup d'État et nous invoquons à notre grand peuple à sauvegarder leur sit-in courageux devant le siège des forces armées ainsi que d'occuper l'espace public et les rues à travers le pays entier pour garder la main sur tout le territoire soudanais que nous avons acquis jusqu'à présent. Cela dans le but d'accorder le pouvoir à un gouvernement transitoire civil qui représente les valeurs de la force révolutionnaire. Ceci est notre position finale; et notre rendez-vous aura lieu dans les rues qui ne trahissent guère.

*Les Forces de la liberté et du changement. 11 avril 2019
#SudanUprising*

Traduit et publié sur Facebook par *SUDANESE TRANSLATORS FOR CHANGE STC-JEUDI 11 AVRIL 2019*

On apprend dans la journée la « démission » du chef du NISS, Salah Gosh. Quant au chef des RSF Hemedti, il quitte le conseil militaire pour signifier son opposition à Ibn Aouf. La coalition SPA/FCC appelle à poursuivre la lutte et à occuper la rue, un appel largement suivi en dépit du couvre-feu. Le nouveau slogan s'impose : « La chute, encore une fois » (« *Tasgut Tani !* »). La mobilisation ne tarde pas à porter ses fruits puisque dès le lendemain, le 12 avril au soir, on perçoit à nouveau les cris, des klaxons et les tirs, de joie cette fois. Le général Ibn Aouf a démissionné. Il est remplacé par un autre militaire, le général Abdel Fattah al Burhan. Un convoi de RSF est accueilli dans la soirée au sein du QG militaire. Hemedti tire son épingle du jeu, lui qui a su rester en retrait de la répression, et qui déclare depuis le début des manifestations ne pas vouloir agir contre le peuple soudanais.

Militaire de carrière, le général Abdel Fattah al Burhan n'est pas totalement inconnu au Soudan. Inspecteur général de l'armée jusqu'à l'année dernière, ancien chef état-major armée de l'armée de terre, on entend alors dire qu'il a la réputation d'être « apolitique » – il aurait refusé de prendre la tête d'une région au moment de la proclamation de l'état d'urgence par Omar el-Bechir le 22 février 2019. Il était notamment en charge de l'envoi des troupes soudanaises partant combattre au Yémen au sein de la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis (troupes largement constituées des RSF de Hemedti). Le 13 avril, le général al Burhan annonce le maintien du Conseil militaire de transition (qu'il préside et dont Hemedti est désormais vice-président), une transition qui se conclura par la tenue d'élections dans les deux ans, la levée du couvre-feu et l'ouverture de négociations avec les civils.

De son côté, la coalition SPA/FCC accepte de dépêcher des représentants²⁸ en vue de discuter avec le conseil militaire de transition. Les négociations peuvent commencer.

Le temps du *sit-in* et l'échec des négociations (mi-avril mi-mai)

Le *sit-in* représente un espace exceptionnel et inédit d'expression et de socialisation politique durant près de deux mois. La coalition SPA/FCC y bénéficie d'un espace d'expression et de communication spécifique via une grande scène accompagnée d'un grand écran. Plus largement, le *sit-in* peut être

28. Parmi les représentants, on compte Mohamed Naji ElAsam, Taha Osman Ishaq, Ahmed Rabee' Seed Ahmed, Ibrahim Hassab Allah Abdelmula, Gumriya Omar Mohammed Hussein, Mohamed Elamin Abdelaziz. Néanmoins, les représentants des civils ne sont pas toujours les mêmes au fil des rencontres avec les militaires.

considéré comme une agrégation de dizaines de scènes plus ou moins grandes (équipées de haut-parleurs) et sur lesquelles s'expriment les responsables des scènes mais aussi les passants qui souhaitent prendre la parole. Les interventions prennent plusieurs formes : elles informent parfois les manifestants de l'avancée des négociations, des positions de la coalition civile ; d'autres fois elles exposent, à travers des présentations plus théoriques, les enjeux des droits de l'homme, des femmes, des minorités, de la démocratie, de la transition ; souvent, elles accusent les militaires au pouvoir de se situer dans la continuité du régime d'Omar el-Bechir, les RSF d'être de sanguinaires *janjaweed*, et dénoncent les influences néfastes des États du Golfe et de l'Égypte, et *a contrario* la faiblesse des déclarations européennes.



Cette photo représente l'un des nombreux stands où se tenaient des discours politiques, celui-ci est situé au coin de la rue Beladya et on y parle de la situation au Darfour (Photo Jean-Nicolas Bach, 12 mai 2019)

Comme le montre l'image de l'activiste venu du Darfour ci-dessus, le *sit-in* est également une fenêtre d'opportunité pour les groupes marginalisés qui y voient enfin la possibilité de venir y exposer les souffrances endurées sous le régime d'Omar el-Bechir et leur ambition de participer à la transition tant attendue. Des photos géantes imprimées sur des affiches de plusieurs mètres de long couvrent en partie les murs de la rue Beladiya pour exposer les crimes

commis au Darfour, dans les monts Nouba, et au Nil Bleu par le régime et les *janjaweed* devenus RSF - également présents sur le *sit-in*. Des groupes rebelles y installent aussi des stands et des scènes (comme le JEM et le SPLM-North) et déclarent être venus à Khartoum en tant que Soudanais et non en tant que Darfouris. Comme le note Willow Berridge, l'inclusion des groupes rebelles issus des périphéries sera un élément déterminant, afin de ne pas reproduire les erreurs commises par les civils lors des précédentes périodes de transition en 1964 et 1985²⁹.

Le *sit-in* de Khartoum³⁰ est en ce sens la rencontre d'un peuple assumant sa diversité dans la capitale, lieu du pouvoir. On se souvient des moments forts lorsque des convois venus du Darfour (30 avril) et de Wed Medani sont accueillis chaleureusement sur la *Qiyada*, ou encore lorsque le célèbre train venu d'Atbara fin avril devient l'emblème de la solidarité nationale. Comme l'exprimait justement Azza Ahmed A. Aziz lors d'une intervention récente, ce train symbolise non seulement le lien spatial entre le centre et la périphérie mais aussi le lien temporel entre le temps court de la révolte actuelle et le temps long de l'histoire des mobilisations au Soudan qui ont fait la réputation d'Atbara³¹.

Enfin, le *sit-in* permet à la coalition SPA/FCC de faire la démonstration concrète du soutien populaire à la révolte et représente ainsi un levier de légitimation essentiel. Les appels successifs aux manifestations massives du « Million » (le 6 avril, 25 avril, 2 mai) sont à chaque fois l'occasion de démontrer que ce soutien ne fléchit pas, renforçant la légitimité des représentants civils et lorsqu'il s'agit de renforcer les barricades face aux menaces des militaires et des RSF, les barricades sont élevées. Ces éléments font du *sit-in* un levier essentiel dans les négociations et, plus largement, un instrument pour « protéger la révolution », comme l'indique l'extrait d'une déclaration diffusée par la coalition SPA/FCC le 25 avril 2019 :

29. Willow Berridge, "Sudan can avoid past mistakes by drawing lessons from its history", *The Conversation*, 15 April 2019, <https://theconversation.com/sudan-can-avoid-past-mistakes-by-drawing-lessons-from-its-history-115470?fbclid=IwAR2DvcG-g0Wri7E7fBzvramSD8iRW7y3fkAvGMmRMVMI5iViLZq2IIQLQAA>

30. Des *sit-in* sont également organisés dans d'autres villes.

31. Azza Ahmed AbdelAziz, « Terrain exploratoire du Sit-in de Khartoum », Journée d'étude « Ville Genre et Mobilisation : le soulèvement populaire au Soudan (2018-2019) », Panthéon-Sorbonne, 3 juillet 2018. Voir également sa contribution plus détaillée, « Sudan revolution : How women's participation reveals societal fissures », *Middle East Eye*, 4 July 2019, <https://www.middleeasteye.net/opinion/sudan-revolution-how-womens-participation-reveals-societal-fissures>

(...) Nous poursuivrons notre sit-in. C'est ce qui protège notre révolution et garantit la réalisation de tous ses objectifs. Nos processus et activités pacifiques dans la capitale et les régions se poursuivront jusqu'à ce que soient atteints tous nos objectifs pour lesquels le peuple soudanais a versé son sang, et a montré sa grande patience et sa fermeté.

Les Forces de la Déclaration de la liberté et du changement. 25 avril 2019

Un million de manifestants pour les autorités civiles

Le sit-in devant le Commandement général

Publié sur Facebook https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=2681825121844158&id=857752900918065

Mais en dépit des efforts déployés sur le *sit-in* et du maintien de la mobilisation, les négociations entre les civils et les militaires ne progressent pas. Au lendemain de la chute d'Omar el-Bechir puis de Ibn Aouf, les civils rejettent la possibilité de voir le conseil militaire de transition mené par al Buhran et Hemedti (désormais vice-président du CMT) rester au pouvoir, revendiquant le passage immédiat à un gouvernement de transition civil³². Mais en quelques semaines, les militaires parviennent à imposer l'idée d'un gouvernement mixte au sommet de l'exécutif.

Devant le blocage des négociations, la coalition SPA/FCC annonce unilatéralement le 21 avril le passage à un gouvernement civil (dont les représentants auraient déjà été choisis parmi la coalition civile), la proclamation prochaine d'une Constitution provisoire élaborée par la coalition et fondée sur trois niveaux de gouvernance : un conseil souverain, un cabinet ministériel et un corps législatif mais le CMT ne reconnaît pas cette déclaration unilatérale, arguant que la coalition SPA/FCC ne représenterait pas l'ensemble des forces politiques du pays, et entend conserver une place prédominante à l'intérieur de ce qui serait un Conseil souverain chargé de mener la transition. Le 22 avril, la coalition civile annonce la rupture des négociations et appelle à la grève générale. La composition du Conseil souverain devient le point majeur de blocage entre civils et militaires.

Afin de débloquer la situation, une tentative de médiation est initiée fin avril par un groupe de civils conduit par le journaliste Mahjoub Mohamed Salih³³ qui parvient à remettre les deux parties autour de la table. Le groupe de médiation propose le 4 mai de mettre fin au blocage autour de la question du Conseil souverain en créant deux Conseils : d'une part un Conseil souve-

32. Voir la déclaration en ligne du SPA du 14 avril 2019.

33. Le groupe compte neuf personnalités de la société civile, dont Mahjoub Mohamed Salih, Osama Daoud, Suleiman (med. Doctor), Ibrahim J. Ayoub (ancien ministre des Affaires étrangères), Masaldin Shougawi (président de Custom Protection), Hayder Ahmed Ali ou encore la professeure Fadwa Abdel Rahman.

rain composé d'une majorité de civils (dont 3 militaires), et d'autre part un Conseil de sécurité composé d'une majorité de militaires (dont trois civils). Les représentants de la coalition SPA/FCC auraient accepté le principe de cette proposition dans un premier temps, mais annoncent le 5 mai s'en tenir au projet d'un Conseil souverain unique au sein duquel les civils devront être majoritaires. Quant aux militaires, après l'avoir également validée officieusement, ils finissent à leur tour par rejeter la formule. Selon un membre du groupe de médiation, les militaires se seraient rendu compte de leur position minoritaire dans la transition selon cette formule ; or, il est clairement apparu qu'« ils veulent le pouvoir »³⁴. En bref, les civils comme les militaires revendiquent la majorité au sein du Conseil souverain afin de s'y garantir un droit de veto de fait. A partir de ce refus, le groupe de médiation disparaît de la scène politique, et le CMT et la coalition civile négocient à nouveau en direct.

Les négociations achoppent finalement autour de trois points précis : la période de transition (le CMT reste favorable à une transition courte qui n'excéderait pas deux années alors que les civils plaident pour une transition de trois ou quatre ans), la majorité au sein du Conseil souverain, et la question de l'immunité des anciens membres du régime, en premier lieu les membres du CMT. A partir de la deuxième quinzaine de mai, les négociations sont à nouveau interrompues alors que s'installe une atmosphère propice à la montée des tensions entre militaires et civils, particulièrement autour du devenir du *sit-in*. Depuis la fin du mois d'avril, le général al Buhran réclame l'ouverture des voies de circulation routière et ferroviaire bloquées par le *sit-in*, sans succès. Les manifestants sont décidés à rester coûte que coûte et renforcent les barricades. Les rumeurs se multiplient au cours du mois de mai sur les préparatifs de démantèlement de la *Qiyada*, alors que la rhétorique militaire se concentre sur le chaos et la débauche que représenterait ce lieu et sur la nécessité du maintien de l'ordre.

Alors que la rue semblait en position de force au lendemain de la démission d'Ibn Aouf et de l'établissement du *sit-in*, les deux mois qui suivent ne jouent pas en faveur des civils. La période du *sit-in* est en effet marquée par l'échec des négociations face à un conseil militaire qui semble de moins en moins enclin à partager le pouvoir sans de solides garanties préalables et qui, *in fine*, entend se maintenir à la tête de l'État. Les civils restent ainsi confrontés à l'appareil sécuritaire de l'ancien régime qui agit par tâtonnement. La SPA/FCC bénéficie certes de l'énergie émanant du *sit-in* pour tenter quelques

34. Entretien 18 juin 2019, Khartoum.

coups de force mais l'idée même d'un passage du militaire au civil s'évanouit à la faveur d'un exécutif mixte. On ressent sur le *sit-in* la montée des tensions entre les manifestants qui réclament désormais ouvertement le départ du général al Buhran et du CMT et les forces de sécurités qui entourent la place et préparent secrètement son démantèlement.

Le massacre du 3 juin : le démantèlement du *sit-in*

Plusieurs signaux annoncent le démantèlement du *sit-in* depuis la nouvelle suspension des négociations à la mi-mai. Un premier épisode violent fait plusieurs morts en marge du *sit-in* le 13 mai. Selon les témoins sur place, les militaires demandent aux manifestants de démonter une extension récente de leurs barricades sur la rue du Nil. Face au refus des manifestants, les militaires quittent la zone et les laissent face aux RSF. Dans des circonstances qui restent à déterminer, les RSF tirent à balles réelles sur les manifestants, dont six sont tués et plusieurs dizaines blessés. Les responsables du CMT et des RSF nient toute implication et responsabilités, accusant des éléments extérieurs portant de faux uniformes de RSF.

D'autres signes annoncent le démantèlement de la *Qiyada*, parmi lesquels la multiplication des discours du CMT sur la nécessité de conserver « l'ordre » et de lutter contre le « chaos » produit par *le sit-in*. La zone dite de « Columbia » sur la rue du Nil, baptisée ainsi en raison de drogues qui y seraient consommées, concentre les critiques du CMT. Il n'est pas inutile de rappeler ici l'organisation très poussée du *sit-in*, doté d'un comité en charge de répartir les tentes et les scènes aux groupes, aux cliniques, aux pharmacies, aux concerts, ou encore de distribuer l'eau et les vivres dans une ambiance pacifique et accueillante.

Une note verbale émanant du ministère des Affaires étrangères soudanais vient alimenter les craintes d'un démantèlement fin mai. Plusieurs ambassadeurs et diplomates se sont rendus sur le *sit-in*, dont le chargé d'affaires des États-Unis et les ambassadeurs du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Suède, de la France et de la Délégation de l'Union européenne,. Au même moment, on apprend l'expulsion des journalistes de la chaîne d'information qatarienne Al-Jazeera, dont les bureaux sont fermés, alors que le général al Buhran et de son vice-président Hemedti se rendent en visite en Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis. Hemedti déclare à son retour son soutien à une transition civile... dans le cadre de la loi et non du chaos.

Le 3 juin au matin, dernier jour du ramadan, de larges convois de pick-up conduisent des dizaines, voire des centaines d'hommes en uniformes de police et de RSF aux abords du *sit-in*. L'armée reste en retrait. Les tirs nourris claquent autour, puis sur la place. Les hommes en armes se ruent sur le *sit-in*, tirent, frappent les manifestants désarmés pris au piège et brûlent les tentes. Parallèlement, les RSF sont déployées dans les principales avenues de la ville, chargées de démonter les barricades improvisées aux quatre coins de la ville. Des activistes de la coalition SPA/FCC sont arrêtés. L'accès satellitaire à internet est bloqué. L'ampleur de l'attaque laisse peu de doute sur sa planification et la collaboration des agences de sécurité.

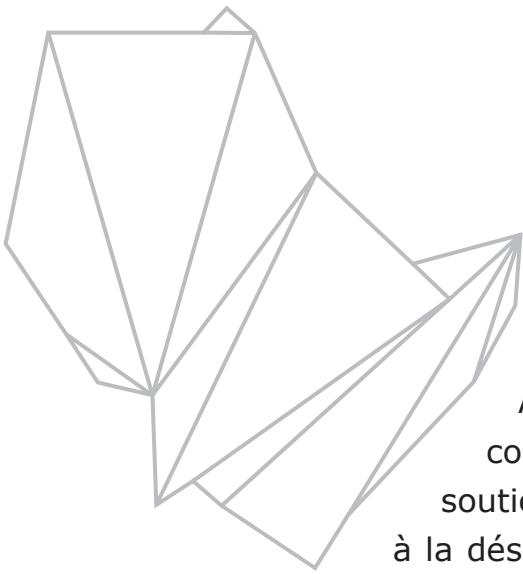
Si l'attaque ne surprend guère, le degré de violence qui l'accompagne choque. Les jours suivants, une quinzaine de corps ont déjà été repêchés du Nil. Les témoignages de violences, d'exécutions arbitraires et de viols se multiplient³⁵. Depuis, 129 corps ont été identifiés selon l'association des médecins soudanais. Le porte-parole et membre du CMT, le général Kabashi, nie l'attaque-même contre le *sit-in* tout en admettant le démantèlement de la zone de « Columbia ». Mais les vidéos diffusées le jour-même montrent bien l'assaut mené au cœur du *sit-in*. Le général al Buhran regrette quant à lui ces violences et présente des excuses à la télévision soudanaise. Il annonce la fin des négociations avec la coalition SPA/FCC et la tenue d'élections dans un délai de neuf mois. Il faudra attendre le 13 juin pour que le CMT admette publiquement le démantèlement du *sit-in* sans en endosser jamais la responsabilité.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le choix du démantèlement du *sit-in* le 3 juin. Quelques jours auparavant, la coalition SPA/FCC avait appelé à une nouvelle grève générale qui aurait permis une nouvelle démonstration du soutien populaire face aux militaires. De plus, en attaquant au petit jour, les organisateurs du démantèlement savaient qu'ils trouveraient une place moins peuplée, les manifestants étant pour beaucoup rassemblés en famille, parfois en dehors de Khartoum, pour le dernier jour du ramadan. De plus, il s'agissait de reprendre la main sur les négociations en faisant disparaître ce qui était, après tout, un aveu d'impuissance du CMT attirant journalistes et diplomates. Enfin, le démantèlement intervient à la suite d'une visite officielle de al Burhan et Hemedti en Arabie Saoudite et aux EAU, principaux soutiens extérieurs du CMT, qui n'ont pas la réputation de soutenir des mouvements populaires réclamant une transition vers la démocratie.

35. Voir le reportage réalisé par la BBC à partir des vidéos des manifestants présents sur le *sit-in* au moment de l'attaque, « Sudan's Livestream Massacre », <https://www.youtube.com/watch?v=dR56qxM4kHA>

Les jours suivants, la télévision soudanaise qui diffusait jusque-là les images du *sit-in* et de la « révolution », déploie la nouvelle propagande. Le 15 juin notamment, une musique dramatique et complotiste accompagne des reportages dont l'objet consiste à rendre hommage aux « véritables héros » du moment, les forces de sécurité. D'espace de la révolution, le *sit-in* devient espace de perversion, de distribution de drogues. Les diplomates étrangers qui s'y étaient rendus sont quant à eux soupçonnés de complotisme et de distribution de drogues. Est alors diffusé un reportage diffusant les vidéos des nombreuses violences commises par.. les manifestants, à l'égard des militaires, de la police et des RSF. Filmés convalescents sur leur lit d'hôpital, leurs vêtements souillés de sang, les soldats lèvent fièrement les doigts en V, déroband le symbole aux manifestants pacifiques. Les images suivantes diffusent longuement les soldats défilant sur les *thatcher* lourdement armés, comme s'ils revenaient d'une longue guerre dont ils étaient sortis vainqueurs. Ils libèrent les barrages et permettent à la vie de reprendre. Ils ont décidément sauvé le peuple soudanais des dangereux révolutionnaires, assassins et fumeurs de joints.

Cet épisode violent risque de bloquer davantage encore le processus de transition en devenant une épée de Damoclès sur ceux qui étaient alors responsables de la sécurité des Soudanais, à savoir les membres du CMT. Quant à l'armée, son inaction signifiera sans doute un tournant dans l'histoire des relations entre les Soudanais et leurs forces de défense nationales, qu'ils appelaient depuis décembre à prendre à part à la « révolution ».



Après le 3 juin, les enjeux de la transition

Après la disparition du *sit-in*, il s'agit pour la coalition SPA/FCC de faire la démonstration du soutien populaire. Les appels à la grève générale, à la désobéissance civile, à sortir dans la rue et à bloquer les rues sont largement suivis au cours des jours suivants. Les barrages improvisés se multiplient et les tirs se font entendre à travers la ville. Les pneus brûlent et plusieurs quartiers restent inaccessibles durant deux jours. Les négociations reprennent néanmoins progressivement sous l'impulsion d'un nouveau type de médiation porté par l'Union africaine et l'Éthiopie, conduisant à l'adoption d'un accord le 17 juillet 2019. Les développements qui suivent reviennent sur les défis d'une transition qui se fait attendre.

Un accord à plusieurs inconnues

Malgré le choc suivant le démantèlement du *sit-in*, les négociations indirectes reprennent par l'intermédiaire d'une délégation conduite par le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed. Ce dernier arrive à Khartoum le 7 juin, journée à l'issue de laquelle il déclare à l'occasion d'une conférence de presse que les négociations pourraient reprendre sous certaines conditions. La coalition SPA/FCC pose en effet six conditions préalables au retour à la table des négociations avec le CMT : le retrait des forces armées (particulièrement les RSF) de la capitale et des villes du pays, la formation d'une commission internationale chargée d'enquêter sur le massacre du 3 juin, la libération des détenus politiques, la réactivation du réseau internet satellitaire, la garantie de la liberté de presse, et la reconnaissance entière du CMT de sa responsabilité du démantèlement du *sit-in*.

Le Premier ministre éthiopien propose de reprendre les négociations où elles étaient restées à la mi-mai³⁶, notamment à propos de la composition du Conseil souverain. La proposition d'un Conseil souverain composé de sept militaires (correspondant au nombre de membres du CMT) et de huit civils, doté d'une présidence tournante, est ainsi remise sur la table. La période de transition prévue sur trois ans verrait ainsi l'alternance des militaires (une année et demie) puis des civils (une année et demie) à la présidence³⁷. Le projet reprend également la proposition d'un Parlement composé de 300 représentants, dont 67% des sièges (soit 201) seraient attribués à la coalition SPA/FCC. Les 99 sièges restants seraient attribués aux autres composantes politiques du pays, avec pour condition l'impossibilité d'anciens membres du NCP de siéger³⁸. Du côté de la rue, le mouvement de désobéissance civile se poursuit jusqu'au 12 juin, date à laquelle la vie reprend progressivement un aspect normal, du moins dans la capitale. Au Darfour, les tensions demeurent très fortes et des heurts continuent à faire plusieurs victimes, notamment à Zalingei. Le 15 juin, le CMT refuse de se soumettre à ces conditions, et le 17, les manifestations reprennent dans plusieurs quartiers de la capitale (Thawra, Sahafa, Burri, Jebra).

En parallèle de la médiation éthiopienne est conduite une autre médiation à l'initiative de l'Union africaine qui dépêche pour ce faire Mohamed Hacem Lebatt à Khartoum. Ce dernier propose une nouvelle répartition du Parlement composé à 50% de membres de la coalition SPA/FCC et 50% de membres d'autres partis, initiative soutenue par le CMT. Quant à la coalition SPA/FCC, elle déclare soutenir l'initiative éthiopienne. La médiation à deux échelles sème le trouble sur la transition soudanaise.

Les civils maintiennent quant à eux la pression de la rue en organisant une nouvelle manifestation du « Million » le 30 juin, largement suivie. Les civils annoncent plusieurs morts dans la capitale (à Omdurman) et à Atbara, Hemedti dénonçant pour sa part la mort de 3 combattants des RSF.

La situation semble se débloquer quelque peu début juillet. Le CMT accepte la formation d'une commission d'enquête nationale chargée de faire la lumière sur le 3 juin tout en réaffirmant l'innocence du CMT dans le démantèlement

36. Les négociations se seraient néanmoins poursuivies de façon officieuse dans la deuxième quinzaine de mai.

37. Le président serait issu du Conseil de souveraineté, élu par ce Conseil à la majorité qualifiée de 75%.

38. Il serait en revanche admis d'y laisser siéger des représentants du Popular Congress Party mené par Ali ElHaj, des représentants de Reform Now de Ghazi Salahedin, voire des membres d'Ansar Al-Sunna.

du *sit-in*³⁹. Hemedti déclare à l'occasion d'une de ses nombreuses allocutions retirer progressivement ses troupes de la capitale. La liaison internet est rétablie le 9 juillet. Ces mesures relevaient des préconditions posées par les civils à la reprise des négociations. En effet, la médiation désormais conjuguée des éthiopiens et de l'Union africaine permet d'atteindre un compromis minimal accepté par les deux parties dans la nuit du 4 au 5 juillet à propos de la composition de Conseil souverain, jusque-là source de blocages : ce Conseil serait formé pour une durée d'environ trois ans et composé de onze représentants, soit cinq civils et cinq militaires, présidés en alternance d'abord par les militaires, puis par les civils par un onzième membre.

En revanche, l'accord ne prévoit pas clairement les modalités de composition du gouvernement de transition, ni de l'organe législatif, laissant planer de grandes inconnues sur les modalités d'entrée dans une éventuelle transition politique. On ne sait pas, par exemple, si la règle de 67% de représentants SPA/FCC au sein du Parlement sera maintenue⁴⁰. De plus, la position des forces rebelles du Front révolutionnaire soudanais⁴¹ n'y apparaît pas clairement, alors que ce mouvement rejette l'accord et engage des pourparlers avec les deux parties, à Addis-Abeba. Le médiateur de l'Union africaine confirme le report des négociations qui devaient se poursuivre autour de la Déclaration constitutionnelle à partir du 19 juillet. Il s'attend à ce que les discussions autour de la Constitution de transition soient plus longues et complexes qu'annoncé par la coalition civile (notamment autour des articles faisant référence à l'islam). La question de la composition de la commission d'enquête sur le démantèlement du *sit-in* est également loin d'être satisfaisante, surtout depuis les déclarations de la commission d'enquête le 27 juillet exonérant le CMT et les RSF de toute responsabilité. Les civils maintiennent l'idée d'une nécessaire commission internationale, et non nationale.

La signature de l'accord de juillet est le fruit du double compromis entre les civils, attachés à échapper à la confrontation violente, et des militaires soumis à la pression internationale après le massacre du 3 juin et qui bloquaient

39. La commission d'enquête a rendu public un avis inattendu samedi 27 juillet en annonçant l'absence d'implication des RSF et du CMT dans les violences du 3 juin (démantèlement du *sit-in*), l'absence de déclarations de viols lors du démantèlement, la comptabilisation de 68 victimes tuées par seulement trois hommes identifiés. La Commission a déclaré que les corps repêchés dans le Nil seraient identifiés comme des migrants africains traversant le pays... Cette déclaration, dont les visées restent à mettre au clair, vise à ralentir les avancées des négociations entre la coalition civile et le CMT, au moment même où les *kaizan* sont l'objet d'une purge dans l'armée.

40. Voir par exemple Osama Abuzaid, "What will come of Sudan's power-sharing agreement?", *Middle East Eye*, 19 July 2019, <https://www.middleeasteye.net/opinion/what-will-come-sudans-power-sharing-agreement>

41. Le Front révolutionnaire soudanais est une alliance de groupes rebelles du Darfour, du Kordofan et du Nil Bleu dirigé par Malik Agar. Il est membre du Sudan Call et donc de la FCC. Il comprend le SPLM-North de Yasir Arman, le JEM, le SLA-Minawi et le SLA-Abdelwahid.

jusqu'à les négociations. La signature de l'accord représente certes une avancée notable mais fragile dans la mesure où elle ne règle pas la question des modalités précises de la représentation des groupes au sein des institutions de transition (gouvernement et assemblée) et ne clarifie pas les relations entre les institutions de transition. Parmi les grands défis qui demeurent, notons la position des RSF et les ambitions politiques de leur chef, Hemedti.

Les Rapid Support Forces et Hemedti : la nouvelle équation politico-militaire

Les Forces armées soudanaises (Sudanese Armed Forces, SAF) bénéficiaient d'un certain soutien populaire, assurant le passage des régimes dictatoriaux à une transition « démocratique », en 1964 et 1985, ce qui explique les appels du peuple au ralliement de l'armée dès décembre 2018. Cependant, comme le notent Einas Ahmed et Roland Marchal, « l'armée ne fut jamais un pur témoin des événements : elle a pris le pouvoir en 1958 et 1964, puis entre 1969 et 1985 »⁴². En 1989, elle l'a pris pour trois décennies. Hassan El Hagali propose de considérer la relation entre le militaire et le politique au Soudan à travers l'idée de continuité : plutôt qu'une rupture, la pratique du coup d'Etat doit être comprise comme une façon de réaliser des ambitions politiques⁴³. Plus largement, l'armée a constitué, au même titre que l'économie, un secteur clé à investir pour les islamistes du mouvement d'Hassan al-Tourabi (le Front National islamique) dès les années 1970 et 1980, dans leur ambition de maîtriser l'État : « Le régime de Nimeiri de 1969 à 1985 a constitué la matrice d'une évolution profonde de l'institution militaire et modifié les relations entre les grands courants politiques et l'armée (...) »⁴⁴. Une tendance de noyautage de l'armée via la promotion des officiers religieux à des postes clés, qui s'est poursuivie dans les années 1980 sous le régime civil, notamment via le soutien rhétorique à la guerre menée au Sud du Soudan - c'est sur la guerre au Sud et la nécessité d'enrayer les forces politiques et syndicales que les militaires et le Front islamique trouvent un terrain d'entente⁴⁵.

Ce que montre particulièrement la révolte en cours, c'est non seulement que les SAF n'ont pas été en mesure de défendre la population, mais surtout que

42. Roland Marchal et Einas Ahmed, « Fonctionnement et pratiques du pouvoir de Khartoum. Le parti du Congrès National à l'épreuve des urnes », *Étude EPMES*, juin 2008.

43. Hassan El Hagali, « Sudanese Defense Forces, Security and Militias : Challenges Ahead », Conférence de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est, CEDEJ Khartoum - CERI Sciences Po, CERI, 26 juin 2019.

44. Roland Marchal et Einas Ahmed, « Fonctionnement et pratiques du pouvoir de Khartoum... », *op. cit.*

45. *Ibidem*, p. 14.

ce système est aujourd'hui perturbé par le fait que les SAF ne représentent plus la seule force armée à l'échelle du pays. Depuis que le président Omar el-Bechir a fait des anciens *janjaweed* combattant au Darfour (devenus Rapid Support Forces, RSF) sa garde rapprochée, la relation binaire entre le militaire et le civil s'est transformée en un « triangle dont l'évolution sera déterminante pour l'avenir du pays »⁴⁶ : à savoir les civils, les SAF et les RSF.

L'ADN des RSF est composé de miliciens *janjaweed* (largement issus de la tribu arabe *rizeigat*) chargés par les leaders des milices Arabes du Darfour alliés au NCP de combattre les mouvements rebelles à partir de 2003 dans la région. A cette époque, l'actuel président du CMT al Buhran était en charge du déploiement des SAF au Darfour (2003-2005), et donc en relation avec les milices *janjaweed*. Hemedti n'était qu'un petit chef de milice. Les *janjaweed* se sont rapidement avérés incontrôlables pour le pouvoir « central », commettant les atrocités désormais célèbres et qui conduisent la Cour pénale internationale à émettre en 2009 un mandat d'arrêt international à l'égard du Président Omar el-Bechir et de plusieurs responsables de milices : 200 000 à 300 000 civils auraient été tués et 2 millions de personnes déplacées dans une des plus graves crises humanitaires du XXI^e siècle, dont les effets sont encore largement perceptibles.

Omar el-Bechir tente de reprendre le contrôle des *janjaweed* et d'en faire sa propre armée, chargée de sa protection. En 2015, les milices sont rebaptisées Rapid Support Forces et Hemedti doit en prendre la tête au bénéfice du président. Les RSF (dont la devise est « Préparation, vitesse, tranchant ») deviennent ainsi une force paramilitaire qui sera finalement intégrée officiellement aux SAF en janvier 2017. Néanmoins, les RSF conservent leur autonomie au sein de l'armée : leurs uniformes et leurs véhicules restent distincts de ceux de l'armée régulière ; ils conservent leur propre budget, leurs propres salaires et obéissent à leur propre chaîne de commandement.

Originellement confinée au Darfour et en charge de combattre les mouvements rebelles, les RSF deviennent progressivement une force intervenant (brutalement) à l'échelle du pays : au Sud Kordofan, dans l'État du Nil Bleu, et à Khartoum en 2013 en réprimant dans le sang les manifestants (environ 200 morts en quelques jours). Les RSF sont également déployées sur les

46. Hassan El Hagali, « Sudanese Defense Forces... », *op. cit.* Le 13 juillet, le CMT déclare avoir déjoué une tentative de coup d'Etat. Le dernier d'une série de cinq tentatives de « coups d'Etat déjoués » selon le CMT. Si les dynamiques et les dimensions de ces coups d'Etat restent à étudier, il semble assez clair qu'ils permettent à tout le moins de purger partiellement les SAF, particulièrement les hauts responsables *kaizan* qui ont été touchés par la vague d'arrestations qui a lieu dans la semaine du 22 au 27 juillet 2019

frontières libyenne et érythréenne où ils agissent dans le cadre du contrôle migratoire sur la frontière libyenne, et dans le cadre de la sécurisation de la frontière du côté érythréen. Soutenus militairement et financièrement par les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite, pour qui ils combattent au Yémen contre les Houthis, elles ont récemment acquis une dimension internationale. S'engageant en soutien aux SAF au Yémen, Hemedti se joint à al Buhran et les deux hommes s'affichent auprès de leurs partenaires du Golfe (et de l'Égypte) comme des alternatives acceptables à Omar el-Bechir au Soudan, à savoir des leaders militaires arabes qui n'appartiennent pas aux Frères musulmans⁴⁷. Les RSF aguerries et pratiquant la guerre ont ainsi acquis une place centrale dans le pays⁴⁸ et à l'extérieur.

Le 13 mai 2017, une grande cérémonie est donnée à Khartoum pour célébrer la formation d'environ 11 000 combattants RSF, portant officiellement leurs effectifs à 17 357 soldats. C'est donc sous le choc que l'on découvre aujourd'hui la dimension de ces troupes qui atteindraient, selon certains spécialistes, entre 40 000 et 50 000 hommes. Les recrutements se sont en effet accélérés ces dernières années, et particulièrement ces derniers mois, les RSF recrutant à l'échelle du pays. Il s'agit pour Hemedti de se débarrasser progressivement de l'étiquette *janjaweed* qui colle aux RSF. Ces évolutions ont pour effet de diversifier ethniquement cette force et de la transformer progressivement en véritable armée parallèle.

Le développement des RSF s'accompagne d'une ambition politique de plus en plus évidente de la part de leur chef Hemedti⁴⁹. Outre les larges recrutements, depuis juin Hemedti visite et finance des hôpitaux, des mosquées. Après le 3 juin, il met des bus gratuits à disposition des usagers, sur lesquels des banderoles indiquent que ce mode de transport est généreusement offert par les RSF. Il distribue largement des fonds (et des véhicules) en vue d'obtenir les soutiens des leaders politiques à Khartoum et dans les régions. Le 18 juin, il donne un discours face aux représentants de la *Native administration* (réunis en nombre), qui reconnaissent son autorité en chantant « Une armée, un peuple » (*Jayshun wahid, shaabun wahid*) qui rappelle le slogan de l'arri-

47. Jérôme Tubiana, « The man who terrorized Darfur is leading Sudan's supposed transition », *Foreign Policy*, 14 May 2019.

48. Les RSF auraient souffert la perte d'au moins 200 effectifs lors de l'offensive lancées conjointement par le JEM (depuis le Soudan du Sud) et SLA-Minni Minawi (depuis la Libye) le 21 mai 2017 mais parviennent à repousser l'attaque des rebelles. Ces derniers sont aujourd'hui très faibles au Darfour et cantonnés à des zones très réduites.

49. La tentative de coup d'État de 2007 avait déjà révélé ses ambitions politiques mais il ne bénéficiait pas de la même opportunité qu'aujourd'hui de la réaliser.

vée d'Omar el-Bechir en 1989⁵⁰. Hemedti multiplie depuis le démantèlement du *sit-in* les discours télévisés et s'attribue publiquement la responsabilité de sauver le pays du chaos, niant toute responsabilité dans le massacre du 3 juin et rappelant la neutralité des RSF depuis le début de la révolte.

Hemedti apparaît aujourd'hui comme l'homme fort du CMT, ses troupes ayant également pris le pas sur les casernes des SAF. Fort d'une armée de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, la vie politique soudanaise devra désormais compter avec lui dans les prochaines années, non plus seulement dans les régions périphériques, mais au cœur du pouvoir.

Pour les groupes rebelles, une opportunité historique ?

Le degré de violence exercé sur les populations est plus intense dans les régions marginalisées, plus éloignées des regards (voire de l'intérêt) du centre et des observateurs internationaux⁵¹. On notera par exemple les violences au Darfour, à Zalingei et El-Fasher les 11 et 12 avril 2019. Plus largement, les régions dites périphériques tels que le Darfour, le Sud Kordofan ou le Nil Bleu, ont beaucoup souffert des violences commises sous le régime de l'*Inqaz* depuis les années 1990⁵². Et durant les premières semaines de la révolte suivant décembre 2018, il n'est pas rare d'entendre des Fur exprimer leur distance vis-à-vis de ce mouvement perçu comme khartoumite, rappelant du bout des lèvres que les « populations de la vallée du Nil » (entendre les élites historiques de la formation de l'État) n'avaient « rien fait » lorsque les massacres se déroulaient au Darfour dans les années 2000. Et si on a pu voir défiler dans la capitale des manifestants aux cris de « Nous sommes tous Darfour ! » entre décembre 2018 et avril 2019, cela n'a pas suffi à rétablir la confiance entre les Dafouri et les élites de Khartoum.

Les « groupes marginalisés » n'ont pas montré de fortes capacités de mobilisation depuis décembre, rejoignant plus volontiers les manifestations organisées à l'appel du SPA en essayant de s'y donner une visibilité. Il est donc difficile d'évaluer leur capacité à mobiliser⁵³. La faible mobilisation dans les quartiers marginalisés, formés d'anciens déplacés internes, s'explique notamment par le fort degré d'encadrement et de répression auquel sont soumises

50. Willow Berridge, *Civil Uprisings in Sudan... op. cit.*, p. 10.

51. Une prochaine note de cet Observatoire sera dédiée à cette question précise.

52. Alex de Waal, « Islamism, State Power and Jihad in Sudan », in *Islamism and Its Enemies in the Horn of Africa*, Alex de Waal (ed.), Indiana University Press, p. 71-113.

53. Entretien avec Rashid Saeed, porte-parole SPA, 25 juillet (par téléphone).

ces franges de la population. Des nombreux activistes du Darfour ou des monts Nouba, comme noté précédemment, se rendent néanmoins sur le *sit-in* en avril-mai pour participer à cette révolte et pour enfin exposer leurs souffrances (poursuivies bien après la guerre au Darfour), afin que plus personne ne puisse dire « nous ne savions pas ». Leur ambition consiste à construire un nouveau Soudan dans lequel ils auraient désormais une place, comme le déclare un activiste du Darfour sur le *sit-in* : « Nous voulons rediriger notre révolution vers quelque chose de nouveau, quelque chose de différent par rapport au passé. (...) Nous pensons que cette révolution peut être un nouveau commencement pour construire un nouveau Soudan sans guerre, un Soudan sans différenciation basée sur la religion, sans discriminations basée sur l'âge ou la couleur de peau. (...) Nous voulons construire un nouveau pays »⁵⁴.

Si la coalition SPA/FCC et le médiateur de l'Union africaine se rendent à Addis-Abeba en juillet pour convaincre les groupes rebelles du Front révolutionnaire soudanais⁵⁵ de se rallier à l'accord de juillet, c'est qu'ils semblent avoir tiré les enseignements des précédentes transitions (1964, 1985) dont les rebelles avaient été exclus⁵⁶. Les critiques depuis les régions périphériques visaient aussi le groupe de négociateurs de la coalition SPA/FCC, uniquement composé d'hommes originaires du « centre » mais les sujets chers aux groupes rebelles qui combattent depuis plusieurs décennies le régime de Bechir n'ont, selon le Front révolutionnaire soudanais, pas réellement été pris en compte dans l'accord du 5 juillet entre la SPA/FCC et le CMT (notamment la priorité donnée à un accord de paix, la question du jugement de Bechir et des crimes commis par ses dignitaires, et l'aide urgente à déployer en faveur des populations vulnérables dans les régions périphériques). C'est en effet la méfiance qui marque les réactions des groupes rebelles depuis la chute de Bechir : le SPLM-North d'Abdelaziz Hilou déclare seulement suspendre ses activités militaires provisoirement ; et le SLA-Minawi diffuse sur son compte Twitter au lendemain de la signature de l'accord du 5 juillet : « I received innocent word from friend mine saying 'congratulations on Agreement' My response was this 'Congratulations to those who could deceived people once again » (twitté le 6 juillet 2019).

54. Entretien de l'auteur, 6 mai 2019, Khartoum.

55. Yasir Arman avait été déporté par le CMT de Khartoum à Jubba le 10 juin Le SPLM-North d'Abdelaziz al-Hilou et le SLA-Abdelwahid ne participent pas aux discussions à Addis-Abeba.

56. Willow Berridge, Sudan can avoid past mistakes by drawing lessons from its own history", *The Conversation*, 15 April 2019, <https://theconversation.com/sudan-can-avoid-past-mistakes-by-drawing-lessons-from-its-history-115470?fbclid=IwAR2DvcG-g0Wri7E7fBzvramSD8iRW7y3fkAvGMmRMVMI5iViLZq2IIQLQAA>

On pouvait néanmoins s'attendre pour plusieurs raisons à ce que les groupes rebelles présents à Addis-Abeba se rallient à l'accord de juillet (et qu'ils soient rejoints à termes par d'autres mouvements tel que le SLA-Abdelwahid Nur). Il pourrait y avoir de la part des chef rebelles (mais aussi d'une partie de la population) un mouvement favorable à une collaboration avec Hemedti et par extension le CMT, non pas pour s'y rallier, mais pour collaborer le temps de la transition. L'opportunité est double : d'une part, privilégier la paix, priorité des groupes rebelles très affaiblis militairement⁵⁷ ; d'autre part, ne pas manquer l'opportunité historique qui se présente d'accéder enfin au centre de l'État soudanais. Hemedti pourrait en effet offrir à ces groupes un accès inédit de la périphérie vers le centre. C'est un symbole que porte le parcours-même d'Hemedti, celui d'un jeune originaire du Tchad/Darfour marginalisé et qui parvient à conquérir le centre jusqu'à s'imposer comme l'homme fort au cœur même de l'État⁵⁸.

La mise en perspective historique permet également de saisir les raisons pour lesquelles les groupes marginalisés restent méfiants à l'égard des élites étatiques traditionnelles qu'elles perçoivent dans la coalition SPA/FCC. Le général al Buhran est quant à lui considéré doublement coupable, puisqu'il incarne à la fois ces élites de la vallée du Nil et les assassins du Darfour.

Rappelons aussi que les RSF ont largement grossi leurs rangs et ne peuvent plus être réduits aujourd'hui à une milice *janjaweed* qui aurait simplement été transformée en force paramilitaire. Cet aspect est important, car même si l'on manque de recherches empiriques et sociologiques sur ce point, il n'est pas idiot de faire l'hypothèse que ces larges recrutements, bien au-delà du Darfour, contribuent à construire un certain soutien pour Hemedti dans les régions marginalisées en offrant une opportunité professionnelle à de nombreux jeunes hommes sans ressources (les combattants des RSF seraient rémunérés 10 fois le salaire d'un soldat des SAF). Rappelons également que les récits des crimes au Darfour n'incriminent pas seulement les RSF mais également la police et particulièrement les troupes armées du *National Intelligence Security Service*. Les RSF tentent ainsi de se définir comme protectrices des populations confrontées au NISS.

Par ailleurs, il n'est pas impossible que les rebelles soient poussés par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis à trouver un accord avec Hemedti.

57. Seul le groupe SPLM-N Abdelaziz Hilou conserve des troupes en capacité de nuisance.

58. Pour Hemedti comme pour les mouvements armés, la rébellion reste un moyen d'échapper à la marginalisation et l'ambition d'accéder au centre.

On entend depuis peu des rumeurs selon lesquelles des contingents de RSF seraient prochainement envoyés combattre en Libye en soutien au maréchal Khalifa Haftar, soutenu (comme Hemedti) par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis⁵⁹. Or, les groupes rebelles (SLA-Minawi notamment) combattent déjà aux côtés d'Haftar. On imagine que cela favorisera une entente de circonstance entre Hemedti et certains mouvements rebelles du Darfour.

C'est donc sans surprise que les groupes rebelles présents à Addis-Abeba se rallient finalement bon gré mal gré, le 25 juillet, à l'accord à l'accord civilo-militaire du 5 juillet - sans parvenir à faire accepter leurs demandes qui consistait à conditionner la transition par la signature préalable d'un Accord de paix, et leur garantir des postes à responsabilité au sein des institutions de transition.

Les islamistes n'ont pas dit leur dernier mot

Si l'on divise schématiquement la vie partisane actuelle en trois groupes, comme le propose Osama Abuzaid, on peut distinguer les formations partisans qui ont contribué à la résistance et à la chute d'Omar el-Bechir (réunies dans la coalition SPA/FCC) ; le NCP et ceux qui y sont restés fidèles ; et les formations partisans qui ont accepté l'invitation du NCP au « dialogue national » en tant qu'opposant à la politique du NCP⁶⁰. Parmi ces derniers, on trouve notamment des formations partisans issues du « mouvement islamiste » soudanais qui entendent jouer un rôle dans l'après Omar el-Bechir, notamment en garantissant la conservation d'une société régie par les principes de l'islam.

Comme noté plus haut, la révolte de décembre 2018 est bien une révolte contre les *kaizan*. Néanmoins, il faut être prudent avant de qualifier cette révolte d'anti-islamiste au sens large, les *kaizan* ne représentant qu'un type particulier d'« islamistes ». En effet, l'appellation « *kaizan* » n'englobe pas l'ensemble hétéroclite plus large, complexe et fluide que représente le mouvement dit islamiste au Soudan, l'appellation regroupant une constellation de groupes ou de partis⁶¹. Il n'existe pas non plus de clivage clair et rigide entre

59. Le premier contingent serait arrivé en Libye autour du 22 juillet.

60. Osama Abuzaid, "Are Sudan's democratic forces ready for the battle ahead", *Middle East Eye*, 18 April 2019, <https://www.middleeasteye.net/opinion/are-sudans-democratic-forces-ready-battle-ahead>

61. Voir Alex de Waal, "Islamism, State Power and Jihad in Sudan", *op. cit.* Willow Berridge, *Hasan al-Turabi, op. cit.*, Noah Salomon, *For Love of the Prophet: An Ethnography of Sudan's Islamic State*, Princeton University Press, 2017.

ce mouvement islamiste et les groupes non-islamistes qui ont pu être, selon les contextes politiques, amenés à coopérer. De plus, les projets des différents groupes islamistes sont parfois bien antérieurs à l'arrivée de l'*Inqaz* en 1989, et évoluent dans le temps. Alex de Waal rappelle notamment qu'à la différence de l'Égypte, les Frères musulmans soudanais qui prennent le pouvoir en 1989⁶² se trouvent « confrontés à un système politique dominé par deux partis islamiques sectaires, le parti Oumma, dits les « suiveurs » (*ansar*) du Mahdi, et le parti unioniste (aujourd'hui le Democratic Unionist Party) dominé par la secte Khatmiya et la famille Mirghani »⁶³. S'y ajoutent les influences soufies multiples (des Frères républicains par exemple et des Sheikh au sens large), et des branches salafistes et wahabites (comme la branche soudanaise d'Ansar Al-Sunna). A cette diversité se superpose une dimension régionale, qu'il faudrait également articuler à l'histoire de la structuration de l'espace politique et social du Soudan. En bref, nous ne sommes pas au Soudan dans le cas d'une longue tradition d'État séculier qui aurait tout à coup été islamisé en 1989, mais dans une tradition et des ramifications politiques, sociales, et économiques plus anciennes.

L'échec du projet islamiste de Hassan al-Tourabi à la création d'un État islamique, la fin de la première République islamique soudanaise et son éviction du pouvoir par Omar el-Bechir en 1999 n'a pas signifié la fin de l'islamisme. Les Tourabistes ne disparaissent pas alors, mais fondent un nouveau parti, le Popular Congress Party et commencé un processus d'autocritique. De la même façon, la révolte actuelle contre les *kaizan* ne signifie pas la disparition du mouvement islamiste sous ses diverses formes. Néanmoins, il s'agit d'un nouveau coup dur porté au projet islamiste soudanais qui avait déjà échoué économiquement et politiquement⁶⁴, et dont les politiques d'islamisation particulièrement violentes ont profondément marqué les esprits. Les groupes islamistes ayant accepté de collaborer avec le régime d'Omar el-Bechir semblent d'ailleurs largement rejetés dans leur ensemble.

En effet la révolution se fait aussi dans les mosquées où les Sheikh et imam soutenant les *kaizan* ont pu être interrompus dans leurs prêches et chassés. Les tentatives de mobilisation de la rue par les islamistes échouent également, de même que leur tentative d'accéder au *sit-in* afin d'y défendre leur projet

62. Avec le soutien des militaires, une différence notable par rapport à l'Égypte.

63. Alex de Waal, "Islamism, State Power and Jihad in Sudan", *op. cit.* pp. 75-76.

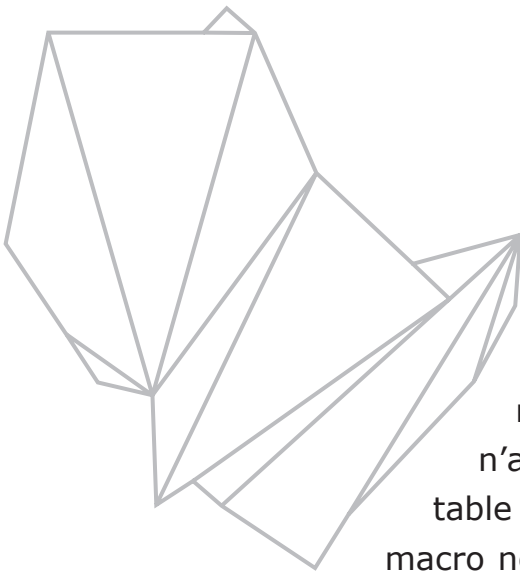
64. Pour la majorité des auteurs, cet échec sans appel représente l'échec du projet tourabiste. Willow Berridge propose néanmoins une perspective plus intéressante, basée sur l'idée que Hasan al-Turabi n'aurait en réalité jamais réussi à créer les conditions nécessaires à la réelle mise en œuvre de son projet politique.

politique fondé sur le respect de la *charia*. Le Sheikh radical AbdelHay Youssif va jusqu'à menacer d'intervenir sur le *sit-in* qu'il accuse d'être « contre l'islam et la *sharia* », mais fait finalement marche arrière et demande à ses militants d'annuler leur manifestation sous la pression du CMT et d'Hemedti en particulier. L'un des moments forts de ce rejet public de l'islamisme est l'attaque violente lancée par des manifestants contre une réunion du Popular Congress Party le 27 avril aux cris de « Non aux islamistes ! »⁶⁵. Certains tentent de mettre le feu au bâtiment où a lieu la réunion (Qurtuba Hall, Khartoum), les heurts et échanges de pierres faisant plusieurs dizaines de blessés. Les islamistes qui ont été lié au régime de Bechir ne semblent plus tolérés⁶⁶, et le slogan célèbre des années 1980 « L'Islam est la solution ! » n'a guère de chance de réapparaître étant donné le bilan du régime militaro-islamiste après 30 ans de règne.

Le PCP d'Ali Elhaj et le parti Reform Now de Ghazi Salaheddin ne cessent de réclamer leur intégration à la table des négociations dont ils restent exclus. Il faut dire que la conjoncture internationale ne leur est pas non plus favorable : alors qu'Omar el-Bechir était parvenu à maintenir des liens avec le Qatar (même après le blocus imposé par l'Arabie Saoudite), sa chute a imposé l'alignement entre ce pays, les EAU et les généraux al Buhran et Hemedti. Les islamistes ne sont donc pas parvenus à intégrer les négociations bilatérales entre le CMT et la coalition SPA/FCC, mais pourraient s'assurer quelques places au sein du parlement de transition. A court terme, les islamistes comptent parmi les perdants non seulement de la révolte, mais aussi de l'imposition d'Hemedti à la tête du régime. Les prochaines élections offriront peut-être l'occasion d'étudier et d'évaluer en profondeur la capacité réelle des islamistes à mobiliser à l'échelle du pays.

65. Peter Beaumont & Zeinab Mohamed Salih, "Sudan : what future for the country's Islamists?", *The Guardian*, 2 May 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/may/02/sudan-what-future-for-the-countrys-islamists> Ariane Lavrilleux, « Soudan: les partis islamistes, ex-alliés d'El-Bechir, grands perdants de la révolution », *Le Point*, 25 mai 2019, https://www.lepoint.fr/afrique/soudan-les-partis-islamistes-ex-allies-d-el-bechir-grands-perdants-de-la-revolution-25-05-2019-2314962_3826.php?fbclid=IwAR2I1Z0ArCqeRCtmz8aLOHnU6DwnQnGCB76x48nOqwDLbaXdtA3UQWrQcb8,

66. La démission de trois membres du CMT (Omer Zain Elabdin, Eltayeb Babiker, et Jalaludin Al-Sheikh) le 24 avril est également liée aux condamnations publiques pour leur implication dans les politiques islamistes répressives.



Conclusion

Si nous ne sommes plus dans l'exacte continuité du régime d'Omar el-Bechir⁶⁷, la révolte n'a pas encore permis d'enclencher une véritable transition. Les aspects internationaux, méso et macro ne doivent cependant pas faire oublier le niveau de l'échelle sans doute le plus significatif de la révolte où se jouera la révolution : le quartier. Comme noté plus haut, c'est depuis les quartiers que la révolte a trouvé son impulsion en décembre et tout au long du soulèvement populaire. Les quartiers ont organisé les cortèges pour rejoindre le *sit-in* et monter les barricades et c'est à leur échelle que se poursuit la lutte et les discussions sur le retour des *kaizan* et des administrateurs du régime de Bechir⁶⁸.

A l'échelle du Soudan, un nouveau projet économique qui devra être construit. La structure de l'économie tournée vers l'extérieur et servant à enrichir une classe politico-économique proche du régime devra être réformée en profondeur. Cette transition ne se fera pas sans heurts ni négociations, l'économie étant largement adossée à la finance islamique, aux *kaizan* et aux islamistes. Les défis à court terme sont également immenses : enrayer l'inflation (70% en 2018) tout en réinjectant des liquidités sur le marché, rétablir les livraisons en diesel et rendre les produits de base accessibles.

Enfin devra être défini un projet national, qui offrira une nouvelle place aux populations et aux élites des régions marginalisées. Comme le notait récemment Jérôme Tubiana, le pays a aujourd'hui besoin d'une double transition : l'une concerne le passage du militaire au civil et l'autre le passage d'un pou-

67. Les coups d'Etat successifs, dont le dernier date du 24 juillet 2019 et qui a conduit à l'arrestation du chef d'état-major, montre qu'un changement est en cours et que les anciennes élites militaires affiliées au régime d'Omar el-Bechir espèrent encore pouvoir reprendre le contrôle de la situation. Mais cela ressemble davantage aux dernières convulsions d'un régime en perdition.

68. Le lecteur intéressé par ces questions pourra se référer aux recherches extrêmement stimulantes de Lucie Révilla menées à l'échelle de certains quartiers de la capitale.

voir centralisé à un pouvoir décentralisé, qui intègre les élites régionales⁶⁹. En effet, l'intégration formelle des rebelles à la transition ne suffira pas en l'absence d'un réel projet commun.

Jean-Nicolas Bach

Khartoum, 28 juillet 2019

69. Jérôme Tubiana, « La 'révolution' vue des périphéries », Conférence de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est, CEDEJ Khartoum-CERI Sciences Po, CERI, 26 juin 2019.